

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS & A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTETÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	88

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Nous continuons aujourd'hui, comme hier et avant-hier, la publication de l'enquête de la Cour de cassation dans l'affaire Dreyfus.

Mais le président du Conseil des ministres ayant résolu de poursuivre le Figaro, nous croyons qu'il est mieux de ne pas maintenir l'ordre chronologique que nous nous étions proposé, et de faire tout de suite au président du Conseil des ministres les honneurs du Figaro. Nous donnons donc, dès ce matin, en raison des poursuites décidées par M. Dupuy, la déposition que M. Dupuy lui-même a faite devant le président de la Chambre criminelle.

Cédons par conséquent la parole au chef du gouvernement.

DÉPOSITION DE M. DUPUY

Président du Conseil des ministres

DEVANT

M. LE PRÉSIDENT LOEW

DÉPOSITION DU 26 DÉCEMBRE 1890

AUTORISÉE PAR DÉCRET DU 22 DÉCEMBRE

M. Dupuy. — Un jour du mois d'octobre, à l'issue du Conseil des ministres à l'Élysée, le général Mercier pria M. le Président de la République, le président du Conseil et M. Hanotaux de rester un instant.

Il nous communiqua le bordereau avec indication de ses soupçons sur l'auteur de la pièce. Il devait se livrer à des recherches sur ce point.

Ultime, dans le cabinet du président du Conseil, conversation sur le même sujet entre MM. Mercier, Guérin, Hanotaux (peut-être) et Dupuy.

Le général Mercier nous fit part des expertises auxquelles avait été donné lieu le bordereau : deux l'attribuaient à Dreyfus, deux autres étaient insuffisamment caractérisées.

C'est alors, si mes souvenirs sont exacts, que le général Mercier demanda à M. Guérin et à moi de mettre à sa disposition un expert, M. Bertillon.

Quelques jours plus tard, après la lecture de certains journaux qui parlaient de l'arrestation d'un capitaine d'artillerie, M. Poincaré téléphona à la présidence du Conseil, pour avoir des renseignements ; il s'ensuivit une réunion dans le cabinet de M. Dupuy, à laquelle participèrent avec lui le général Mercier, M. Guérin, M. Poincaré, et probablement, M. Hanotaux.

Le général Mercier fit connaître que les soupçons contre Dreyfus s'étaient précisés, surtout après l'épreuve dite de « la dictée » qui avait eu lieu antérieurement.

Presque immédiatement après, le général Mercier me demanda de convoquer le Conseil des ministres, qui se réunit dans mon cabinet, le 1^{er} novembre au matin, autant qu'il m'en souvient.

Tous les ministres étaient présents, à l'exception de M. Félix Faure, ministre de la marine, appelé, si je ne me trompe, dans la Seine-Inférieure par les obsèques d'un ami.

C'est dans ce Conseil que les ministres vinrent tous le bordereau et que, sur l'exposé que leur fit le général Mercier de ses soupçons, présomptions et commentaires de preuve, il fut décidé qu'il y avait lieu d'ouvrir une instruction.

Je crois me souvenir que des réserves furent faites par M. Hanotaux, en raison de la manière dont on se trouvait en possession du bordereau.

Je dois dire, toutefois, que les réserves de M. Hanotaux ne supposaient l'existence d'aucune autre pièce que le bordereau.

Le président. — Le général Mercier ne vous a-t-il pas parlé, à ce moment, d'autres preuves qui existaient contre Dreyfus en dehors de l'écriture du bordereau, de la nature spéciale des documents visés par cet acte, et de la dictée qu'on lui avait fait subir, et notamment, de l'existence de documents secrets, accusateurs pour cet officier ?

M. Dupuy. — Le général Mercier vous a dit que les indications portées sur le bordereau ne pouvaient venir que de Dreyfus, à cause du service dont était chargé cet officier.

Il n'a été question d'aucune pièce secrète, ni diplomatique.

L'épreuve de la dictée nous a été racontée comme ayant produit chez Dreyfus d'abord une hésitation, puis un tremblement qui ont paru suffisants pour le faire mettre en état d'arrestation.

Le président. — Vous ne vous êtes plus occupé du procès Dreyfus jusqu'à sa condamnation ?

M. Dupuy. — En aucune façon, sauf dans une discussion au Parlement, à propos du huis clos et de la peine appliquée.

Le président. — N'avez-vous pas entendu parler, le jour de la dégradation de Dreyfus, d'aveux ?

M. Dupuy. — Le 6 janvier au matin, ému au point de vue extérieur, de certains récents parus dans les journaux du 5 au soir et du 6 au matin, j'en fis l'observation, par téléphone, au général Mercier.

Ce dernier m'envoya le capitaine Lebrun-Renaud, qui me rejoignit à l'Élysée, où je l'avais devancé.

Il fut reçu par M. Casimir-Perier après duquel j'étais.

Interrogé sur le fait de ses communications aux journaux, il répondit qu'il croyait avoir eu affaire à des camarades ou à des amis, et je me souviens de lui avoir répondu : « Si vous avez quelque chose à dire, c'est à vos chefs qu'il faut le dire ». Il n'a été question de rien de plus, et le capitaine a salué et est sorti.

La question des aveux ne s'est pas posée entre lui et nous. Nos préoccupations, à cette époque, se portaient exclusivement sur le côté extérieur de la question.

Le président. — Quand avez-vous entendu parler pour la première fois de pièces secrètes établissant la culpabilité de Dreyfus ?

M. Dupuy. — J'en ai entendu parler seulement par les publications faites par les journaux, en 1896.

Le président. — N'avez-vous pas été informé, depuis, de l'existence, au ministère de la guerre, d'un dossier secret duquel ressortirait cette culpabilité ?

M. Dupuy. — J'en ai entendu parler, comme tout le monde, par les divers ministres de la guerre, mais je n'en ai eu connaissance personnellement que tout récemment, à l'occasion de la demande de communication faite par la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le président. — Le général Mercier ne vous a-t-il jamais parlé d'un dossier secret qui aurait été communiqué au Conseil de guerre ?

M. Dupuy. — J'en ai entendu parler, mais pas par le général Mercier, et d'une manière indirecte seulement.

Le président. — N'avez-vous pas eu quelques doutes sur l'attribution du bordereau à Dreyfus et n'avez-vous pas échangé vos impressions à cet égard avec M. Poincaré et M. de Lanessan auxquels vous auriez tenu ce propos...

M. Dupuy. — Le propos doit être celui-ci : « Je me demande si nous n'avons pas été victimes, en 1894, d'une mystification ». Oui. C'était dans une conversation qui avait lieu dans les couloirs de la Chambre et où il s'agissait de l'attribution du bordereau, du faux Henry, d'Estherazy, de du Paty de Clam, etc.

Le président. — Avez-vous eu connaissance, dans ces dernières années, d'un incident quelconque qui serait de nature à intéresser l'affaire Dreyfus, et qu'il serait utile de porter à la connaissance de la Cour ?

M. Dupuy. — Non.

Signé : Charles DUPUY.

Voici maintenant la déposition de M. Cavaignac, ancien ministre de la guerre, dans l'audience du 9 novembre 1898 :

DÉPOSITION DE M. CAVAIGNAC

ancien ministre de la guerre

SÉANCE DU MATIN

Le président. — Il semble, d'après ce qui nous a été dit jusqu'à présent, que deux éléments de conviction ont déterminé les certitudes relatives à la culpabilité de Dreyfus ; l'un de ces éléments serait la procédure en elle-même et l'autre les renseignements extérieurs.

La base de la procédure serait, même d'après les communications faites par M. le général Zurlinden, le bordereau qui est arrivé au ministère de la guerre vers la fin de septembre 1894. Donc si le bordereau disparaissait, il faudrait en conclure que l'un des principaux éléments de la culpabilité s'est trouvé adiré ?

M. Cavaignac. — Je crois nécessaire d'indiquer tout d'abord quel est le caractère de la déposition que j'apporte ici sur ce point.

J'y apporte les résultats d'une enquête commencée avant mon arrivée au ministère, qui a été poursuivie sous ma direction par le général Rogé et par le capitaine Guignot. Ce sont les résultats de cette enquête que j'apporte ici. Je les apporterai avec la plus de précision possible et je crois devoir indiquer que si la Cour désirait procéder par elle-même à la vérification des points de fait, c'est auprès de ces deux témoins qu'elle trouvera les indications nécessaires.

La clarté et l'impartialité de leur témoignage se recommandent par ce fait qu'ils ont été mes auxiliaires dans la découverte du faux Henry.

Je réponds maintenant à la question de M. le président.

Le premier des faits nouveaux dont la Cour est saisie se rapporte bien effectivement au bordereau, puisque la contradiction de l'expertise tendrait à infirmer ce document. Je ne crois pas qu'on puisse affirmer que le bordereau ait été le seul élément du premier procès ; mais c'en a été certainement un des éléments essentiels. Il faut donc examiner dans quelle mesure la contradiction des expertises peut l'infirmer.

Je n'attache toutefois, en ce qui concerne le bordereau, aux discussions de l'expertise qui portent sur le fait matériel de l'écriture, qu'une importance relative.

Je dirai seulement ceci : c'est que la contradiction des expertises ne m'apparaît pas aussi nettement qu'on l'a dit ; il me paraît y avoir en ce point, même, entre les expertises que l'on présente comme contradictoires, ce trait commun qu'elles ont presque toutes conclu à ce que j'appellerai des tares dans l'écriture du bordereau.

Mais ce qui a une importance beaucoup plus considérable à mes yeux, c'est que la force probante du bordereau réside non point seulement dans le fait de l'écriture, mais dans la nature même des documents qui y sont énumérés.

On y a attaché dans toutes les discussions qui se sont faites pour établir qu'Estherazy était l'auteur du bordereau, une importance considérable ; et, dans

son mémoire, une des démonstrations essentielles de M. Picquart tend à établir que les renseignements livrés par le bordereau, ne pouvaient être sérieux, afin de démontrer ensuite qu'Estherazy, qui ne pouvait pas avoir de renseignements sérieux, était bien l'auteur du bordereau.

Je passerai successivement en revue les paragraphes du bordereau ; mais ici je demande à M. le président, s'il veut bien me le permettre, si ma déposition pourra être publiée.

M. le président. — La Cour ne publiera rien par elle-même ; mais votre déposition devra nécessairement être communiquée à la défense.

M. Cavaignac. — Me sera-t-il possible, au moins, pour la précision de ma déposition, de citer des noms propres qui ne seraient pas relevés par écrit ?

Le président. — La Cour devra se maintenir dans le cadre de votre déposition ; il vous appartient de mesurer l'étendue des renseignements que vous avez à lui donner.

M. Cavaignac. — Je demanderai à faire remarquer que dans le mémoire de M. Picquart les noms propres sont cités avec précision et que je vais me trouver, sur ce point, quelque peu gêné pour donner à ma déposition la même précision.

Le président. — Le mémoire du lieutenant-colonel Picquart était confidentiel ; il en porte la mention, et néanmoins M. le garde des sceaux a cru devoir le rendre public, afin de faciliter la manifestation de la vérité.

Je le répète, la Cour n'entend pas peser sur votre déposition ; il vous appartient de décider du caractère et de l'étendue dans lesquels vous voudrez bien la concevoir, afin de l'aider dans la grande mission dont elle est investie.

M. Cavaignac. — Sur les limites mêmes de ma déposition, je m'expliquerai tout à l'heure.

Je reviens aux paragraphes du bordereau.

1^{er} Le premier est relatif au frein hydraulique du 120 et à la manière dont cette pièce s'est comportée. Ce titre se rattache à l'une des innovations les plus importantes et les plus secrètes de l'année 1894.

Ce fut en effet vers cette époque que l'on décida de constituer les artilleries lourdes de campagne. On avait trouvé un frein qui permettait de rendre mobile la pièce de 120 et l'on constituait des éléments d'artillerie lourde destinée à suivre les armées en campagne : c'était un renseignement essentiel, secret, et présentant à la fois le caractère mixte des renseignements d'artillerie et des renseignements de l'état-major général.

2^e La note sur les troupes de couverture « quelques modifications seront apportées par le nouveau plan ».

L'élaboration d'un nouveau plan avait été décidée par une délibération du Conseil supérieur de la guerre du 5 février 1894. Cette décision avait été portée pour la première fois à la connaissance des commandants de corps d'armée le 20 juin 1894.

En même temps, les idées s'étaient modifiées sur l'emploi des troupes de couverture ; les troupes de couverture sont celles qui sont chargées, en première ligne, dans les premières heures, de protéger la mobilisation et la concentration des armées.

Les idées nouvelles ayant été adoptées sur l'emploi de ces troupes, on résolut, au printemps de 1894, de modifier le dispositif des troupes de couverture, c'est-à-dire l'emplacement aux premières heures de la déclaration de guerre, de ces troupes. On résolut même, ces modifications paraissant capitales, et d'autres considérations secondaires aidant, d'appliquer le nouveau dispositif sans attendre l'adaptation du nouveau plan qui ne devait être mis en vigueur qu'au printemps de 1895. On prévoyait bien des difficultés, mais un accord fut établi entre les différents chefs de bureau de l'état-major, le 22 mai, et les renseignements nécessaires furent donnés aux commandants des corps d'armée.

Lorsque ces renseignements arrivèrent vers le milieu de juillet, on toucha du doigt les difficultés que l'on avait prévues : elles résultaient du fait suivant : une division d'infanterie qui devait figurer dans la concentration était employée en couverture, et une division qui était employée précédemment en couverture allait figurer dans la concentration elle-même.

La nécessité d'intercaler les transports de cette division dans les transports de concentration créait des difficultés considérables ; on surmonta tant bien que mal ces difficultés et l'on se dit : « Allons ainsi jusqu'au printemps de 1895 ; des modifications seront apportées dans le nouveau plan ».

Ces faits s'adaptent donc parfaitement avec les expressions du bordereau.

3^e Note sur une modification aux formations d'artillerie.

Ce paragraphe se réfère aux mesures qui furent la conséquence de la loi votée le 21 mai faisant passer les pontonniers de l'artillerie du génie, et créait des régiments et des batteries d'artilleries. A la suite du vote de cette loi, des modifications devenaient nécessaires à l'organisation du temps de guerre de l'artillerie.

Je ferai remarquer ici que le mot de formation est pris dans un sens particulier ; dans le langage militaire courant, lorsqu'on dit formation on vise la formation matérielle des troupes, leur formation sur le champ de manœuvres, etc. ; il s'agit ici de la répartition des différentes unités des batteries entre les unités de l'ordre supérieur : division, corps d'armée, etc.

Le mot formation est pris ici dans ce que j'appellerai son sens de l'état-major général. C'est à proprement parler une modification à l'organisation du temps de guerre.

Ces modifications sont les seules auxquelles le paragraphe du bordereau

puisse se référer.

4^e Note relative à Madagascar.

Des études se poursuivaient au ministère de la guerre pour la préparation de l'expédition de Madagascar dans le courant d'août. La note de février à laquelle on fait allusion et qui aurait été recopiée par le capitaine Bernolli est une note faite par le commandant Mollard et contenant des renseignements géographiques sur Madagascar, qui ne pouvaient présenter aucun intérêt quelconque.

Au contraire les études qui se poursuivaient en août pouvaient fournir des renseignements intéressants, soit sur les dispositions projetées pour l'expédition elle-même, soit sur les troupes qui seraient prélevées sur l'armée de terre.

5^e Projet de manuel de tir de l'artillerie (14 mai 1894).

Les mots « Projet de manuel » n'indiquent pas qu'il s'agisse d'un simple projet. Depuis 1871, l'artillerie a toujours considéré ses règlements comme ayant un caractère provisoire et l'a intitulé « Projets ».

Ce projet de manuel contenait une modification des méthodes de réglage du tir : c'était un renseignement intéressant et confidentiel ; ce ne sont pas évidemment de ceux dont on peut garder le secret indéfiniment puisqu'ils sont destinés à passer entre les mains de tous les officiers de l'armée. Mais ils présentent cependant un intérêt réel, et ils avaient à ce moment un intérêt de nouveauté.

Ainsi, monsieur, les sujets visés par les deux dernières notes du bordereau présentent un intérêt réel.

Il s'agit de renseignements plutôt que secrets, en ce sens que ce n'étaient pas de ceux dont on pouvait garder le secret indéfiniment ; les trois premiers sujets visés sont de ceux qui constituent ce qu'il y a de plus vital, de plus essentiel et de plus secret en la défense nationale.

La note sur les troupes de couverture, en ce qui concerne l'emplacement des troupes aux premières heures de la déclaration de guerre, le 1^{er} paragraphe en ce qui touche l'organisation du temps de guerre et les secrets de la fabrication, le paragraphe 3 en ce qui concerne l'organisation du temps de guerre.

Que dit-on pour établir que les renseignements n'étaient pas secrets ?

On allègue qu'il s'agit de Notes et non pas de documents eux-mêmes ; mais d'autre part, le mot Note s'applique dans les usages courants du ministère de la guerre à des documents extrêmement importants, et de l'autre, l'affirmation que les renseignements donnés dans ces notes n'étaient pas secrets, est purement gratuite.

En regard de cette affirmation, je place ce fait que les sujets traités sont les plus essentiels et les plus vitaux à la défense nationale en 1894 ; je place même quelque chose de plus, qui est dans le bordereau lui-même ; c'est la phrase : « Quelques modifications seront apportées par le nouveau plan », qui indique, à elle seule, que l'auteur du bordereau était au courant des secrets et les livrait.

D'ailleurs, il n'y eut pas un instant d'hésitation quand le bordereau parvint au ministère de la guerre.

Le lieutenant-colonel Picquart traduit lui-même cette impression, lorsqu'il dit qu'il s'y produisit de l'affolement.

J'emploierai un autre mot. Je dirai qu'il s'y produisit une angoisse véritable, parce qu'alors, comme aujourd'hui, il ne pouvait y avoir aucun doute : ce n'était pas un document échapant par hasard : c'était l'ennemi installé là, au cœur même des secrets de la défense et y puisant à pleines mains.

Arrive à une démonstration qui a une importance considérable, c'est celle de la date du bordereau.

Le bordereau a été saisi le 20 au 25 septembre.

Il y a là une première indication présentant un caractère de très grande probabilité : le bordereau est arrivé dans un envoi du 20 au 25 septembre, avec d'autres documents, et le précédent envoi était du mois d'août.

Or il n'est presque jamais arrivé (et cela s'explique naturellement par les conditions mêmes dans lesquelles le document a été recueilli) qu'un envoi ait contenu des documents antérieurs à l'envoi précédent.

J'en arrive aux indications résultant des documents eux-mêmes, et je suis obligé de passer de nouveau en revue les paragraphes du bordereau.

Le premier donne à cet égard une certitude presque mathématique. En effet, les études relatives au frein hydraulique de 120 se sont poursuivies à Bourges (dans une période durant laquelle Dreyfus s'est trouvé à l'Ecole de pyrotechnie) de 1888 à 1891.

La pièce a été mise en expérience en 1891, et c'est à la fin de 1893 qu'a été décidée la création de l'artillerie lourde de campagne.

On dota de batteries de 120 un certain nombre d'éléments. Les premières écoles à feu eurent lieu au printemps de 1894. Le 3^e régiment fit ses écoles le 20^e à Poitiers, de fin avril au 12 mai ; le 20^e régiment fit les siennes de la fin d'avril au 25 mai, au camp de Châlons. Il y a impossibilité matérielle que des renseignements aient été donnés sur la manière dont se comportait la pièce de 120 avant les premières écoles à feu, qui se terminèrent le 12 mai.

En ce qui concerne le paragraphe 2, je rappelle les dates : l'élaboration d'un nouveau plan fut décidée par le Conseil supérieur, le 5 février 1894 ; les premières communications aux commandants de corps d'armée le 20 juin 1894 ; c'est dans une conférence des chefs de bureau, du 22 mai, que l'accord fut établi sur la modification au dispositif de couverture.

Les premiers renseignements des corps d'armée arrivèrent au milieu de juillet ;

c'est à la fin de juillet ou commencement d'août que l'on toucha du doigt les difficultés que l'on avait prévues, qu'on les surmonta et qu'on prit définitivement la décision de modifier le dispositif de couverture et, en même temps, de réserver pour le nouveau plan des modifications à l'état provisoire que l'on créait ainsi :

Notes sur les formations d'artillerie. La loi sur les pontonniers a été votée définitivement le 31 mai, promulguée à la fin de juin ; les premières décisions qui traduisaient en fait les conséquences de la loi sur les pontonniers ont été prises le 4 juillet.

Il est possible que ces décisions aient été discutées, examinées à partir du vote définitif de la loi ; mais c'est seulement à partir du 4 juillet qu'il a été possible de donner des renseignements sur une décision ferme tendant à la modification de l'artillerie.

La note de Madagascar donne, au sujet de la date, l'indication suivante : c'est dans le courant d'août que les décisions relatives à l'expédition de Madagascar ont été élaborées par la Commission qui dépose son rapport à la fin d'août (le 20 ou le 25 août).

Le projet de manuel de tir ne donne aucune indication quant à la date. Le projet était seulement autographié ; il fut envoyé dans les corps de troupes avec des bordereaux qui portaient la mention confidentiel ; on en envoya un certain nombre aux officiers d'artillerie, dans les corps de troupe, à partir de la fin de mars 1894, et les envois se succédèrent jusqu'à la fin d'août. C'est le 28 mai que les projets de manuel ont été distribués aux officiers d'artillerie stagiaires de l'état-major général dans les conditions que j'indiquerai tout à l'heure.

Enfin j'arrive aux derniers mots, les mots : « Je pars en manœuvres ».

J'aurai à y revenir pour en tirer d'autres conclusions. Mais voici les indications qu'il donne au point de vue de la date.

Les mots : « Je pars en manœuvres » s'appliquent, dans la bouche d'un officier, aux grandes manœuvres, aux manœuvres des mois d'août et de septembre. Il se fait bien, au printemps, des manœuvres de cadres, des voyages d'officiers sans troupes sur le territoire, mais pour un officier, ce ne sont pas des manœuvres proprement dites, et j'en trouve un exemple logique dans une lettre même d'Estherazy. On a cité cette lettre où il dit : « Je pars en manœuvres » pour prouver que l'expression lui était familière, mais il dit précisément « je pars en manœuvres de cadres ».

Vous remarquerez d'ailleurs que dans son mémoire, le lieutenant-colonel Picquart glisse assez légèrement sur cette question de la date ; il dit : « Je ne sais pas si le bordereau est du mois d'avril ou d'août, j'ai entendu dire qu'il était du mois d'avril ». Et il ajoute, manifestant par là les préventions de son esprit : « Et comme Estherazy l'a dit, je suis porté à croire que c'est la vraie date ».

Ainsi, messieurs, en résumé, il résulte pour moi de ce que je viens de dire avec une certitude presque mathématique, que le bordereau est postérieur au 12 mai, et avec une certitude qui a, à mes yeux, la force de l'évidence, que le bordereau traduit la vie même de l'état-major général pendant les mois de juillet et d'août, et qu'il est de la fin d'août.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Je pense avoir établi ce matin que le bordereau impliquait, par son texte même, la livraison à l'étranger des renseignements les plus essentiels et les plus secrets de la défense nationale.

Je pense avoir établi également que la date du bordereau est de la fin d'août.

J'en voudrais examiner maintenant comment Estherazy se comporte par rapport à chacun des éléments du bordereau.

1^{re} Note sur le frein hydraulique de 120 et sur la manière dont cette pièce s'est comportée. — Un officier d'artillerie ayant assisté aux premières écoles à feu dont j'ai parlé ce matin (celles terminées le 12 mai) aurait pu donner des renseignements à partir de cette date sur la manière dont cette pièce s'était comportée.

Un officier d'infanterie aurait pu les lui demander.

Le fait aurait cependant été de nature telle que l'officier d'artillerie auquel la demande aurait été adressée s'en serait probablement souvenu.

Les renseignements sur le frein hydraulique sont d'un caractère différent : ils sont essentiellement secrets ; ils ne peuvent être connus que par un officier d'artillerie ayant participé lui-même à l'invention, à la fabrication ou à la réparation du frein.

Il sont de nature tellement secrète que lorsqu'un organe de cette nature subit une avarie dans les corps, on interdit de le réparer sur place et on prescrit d'envoyer l'appareil à réparer dans les établissements d'artillerie.

Un officier d'artillerie ayant connaissance de ces détails et en donnant communication aurait constamment le sentiment de manquer à son devoir le plus étroit.

Sur le deuxième point (Notes sur les troupes de couverture) où il s'agit, comme je l'ai dit ce matin, de ce qu'il y a de plus secret : un officier, un officier de l'état-major général surtout, pourra causer avec ses camarades de questions théoriques, de questions de doctrine, de questions d'organisation du temps de guerre, s'il s'agit de son arme et même en général.

Mais il s'agit de secrets d'une autre nature : une note sur les troupes de couverture implique la connaissance de renseignements de fait ; et il n'est pas besoin d'insister sur le caractère de renseignements de fait de cette nature, dont la connaissance seule donne à l'ennemi un élément de supériorité incontestable.

Mais j'insiste plus encore sur le second membre de phrase ; on peut dire sur le reste, que j'ai admis dans quelque

mesure que le fait que les sujets étaient secrets impliquait que les renseignements étaient également. Ici, le bordereau, par son texte seul, indique que son auteur était en possession de renseignements essentiels et qu'il les livrait ; et il s'agit ici d'une de ces décisions qu'on prend dans l'intimité même de la direction ; on arrête une mesure, on reconstruit qu'elle implique de grandes difficultés, et on arrête dans son esprit qu'elle ne sera que provisoire ; c'est là une décision qui ne portera son effet qu'ultérieurement, qui n'entraîne pas de mesures d'exécution.

J'ajoute d'ailleurs que les renseignements relatifs à l'emplacement des armées et des troupes de couverture sont de telle nature que les commandants de corps d'armée eux-mêmes ne connaissent pas le lieu de débarquement de leur corps d'armée et que si les renseignements relatifs aux troupes de couverture doivent être donnés à certains corps, ces renseignements n'ont été mis en place, en ce

fût lui-même l'auteur du bordereau, et, par suite, le fait nouveau de nature à établir l'innocence, le fait que l'acte de trahison, pour lequel Dreyfus a été condamné, aurait été commis par un autre ne saurait être établi.

Le président. — Si de nouveaux documents jetaient, par la similitude des écritures, ou par toute autre indication, des doutes sérieux sur l'attribution du bordereau à Dreyfus, et le faisaient apparaître comme l'œuvre d'Esterhazy, il ne faudrait donc en tirer aucune conséquence en ce qui concerne l'innocence de Dreyfus.

M. Cavaignac. — Oui, monsieur le président, si vous entendez par ces mots « œuvre d'Esterhazy » l'œuvre matérielle d'Esterhazy, je vais jusqu'à là.

Alors même qu'il me serait démontré que le bordereau a été matériellement écrit par Esterhazy, je n'en déclarerais pas moins qu'il est impossible, à mes yeux, pour la raison que je viens de donner, qu'Esterhazy ait livré les renseignements visés par le bordereau; qu'il ait écrit en parlant de lui la phrase « Je pars en manœuvre », et qu'il soit l'auteur de l'acte de trahison.

Il n'y a par conséquent pas de conclusion à en tirer en faveur de l'innocence de Dreyfus.

M. Cavaignac, continuant. — J'aborde maintenant, messieurs, l'examen du second fait nouveau, celui qui résulterait du faux du colonel Henry.

J'ai sur ce point, d'abord, une rectification à faire à la lettre du garde des sceaux, qui dit, en ce qui concerne Henry : « Des doutes s'étant élevés sur l'authenticité des pièces, une enquête fut entreprise. »

Ce n'est pas parce que des doutes se sont élevés qu'une enquête fut entreprise, c'est parce que l'enquête a été entreprise que des doutes se sont élevés.

Est-on en droit de dire parce que le colonel Henry a commis son crime que tout est suspect, qu'il est vraisemblable qu'il en a commis d'autres, d'une autre nature; que d'autres que lui aient commis les mêmes crimes ?

A quel mobile peut avoir obéi le colonel Henry ?

Il a été amené, par une perversion morale, à créer un papier qui fut établi à lui seul la culpabilité de Dreyfus.

Est-on en droit de conclure, de là, qu'il a commis un faux soit pour faire peser le crime sur un officier déterminé, soit dans une thèse qui a été indiquée — pour tirer le ministère de la guerre de la situation où il se trouvait, lorsqu'il eut la certitude qu'un acte de trahison avait été commis, sans que le coupable en fût désigné, en faisant peser le crime sur un innocent ?

Je pense que c'est aller bien loin.

Je ne me dissimule pas l'impression qu'a dû produire le faux du lieutenant-colonel Henry.

Et ce n'a pas été un de mes sentiments les moins douloureux, que la certitude qu'il a été, de suite, que l'acte de justice que j'accomplissais pourrait se transformer en un instrument de prévention et d'injustice.

Mais, voulez-vous que nous allions jusque-là ?

Que nous admettions que, par cela seul que le lieutenant-colonel Henry a commis son acte, tout est possible de sa part, de la part d'autres aussi, comme on l'a indiqué dans l'hypothèse où le lieutenant-colonel Henry, ou Sandher, aurait fait écrire le bordereau par Esterhazy ?

Examinons donc, dans ce cas, quelles sont les raisons de croire que le bordereau est bien authentique.

On a semblé indiquer que tout ce qu'on a appelé le dossier secret, que l'ensemble des renseignements secrets, qui n'ont pas figuré à la procédure, pouvait être une masse de papiers sans valeur, et que non seulement il y avait à discuter l'authenticité de chacune des pièces, mais qu'il était même possible que le ministère de la guerre n'eût aucun moyen de se procurer des renseignements secrets authentiques.

Or, il est certain, et il ne peut être révoqué en doute par aucun de ceux qui ont entre les mains l'ensemble des renseignements dont j'ai parlé, que le ministère de la guerre disposait d'un moyen sûr de se procurer les renseignements les plus intimes, ceux que l'étranger avait certainement le plus de désir de cacher : secrets privés, secrets essentiels, confidences de toute nature.

Mais ici, je suis obligé de m'expliquer sur les limites de ma déposition :

Je n'ai pas besoin de dire combien je suis désolé, pour répondre à ce que disait ce matin M. le président, de faciliter, autant qu'il dépendra de moi, l'œuvre de justice, et d'apporter tout ce qui peut contribuer à la manifestation de la vérité.

Mais il y a là deux difficultés :

La première, c'est que la question de savoir ce qui peut être divulgué et ce qui ne peut pas l'être est essentiellement une question de responsabilité gouvernementale.

M. le président a indiqué ce matin que les dépositions seraient communiquées à la défense; j'en conclus qu'il n'y a aucune garantie contre la publication. Dans ces conditions, je ne puis pas, parlant ici comme simple particulier, prendre sur moi la responsabilité de dire ce qui peut être divulgué et ce qui ne peut l'être.

Il y a à cela une autre difficulté, matérielle en quelque sorte, et qui sera certainement sentie ici mieux que partout ailleurs.

La Cour a été saisie, par la communication du Mémoire du lieutenant-colonel Picquart, de certains éléments de ce qu'on a appelé le dossier secret, c'est-à-dire de renseignements secrets n'ayant pas figuré à la procédure; ces renseignements, comme j'ai eu à le montrer tout à l'heure, ont été cités inexactement, et j'estime qu'on leur fait dire le contraire de ce qu'ils veulent dire. Vous sentez par là la difficulté — j'allais dire l'impossibilité — de discuter les renseignements secrets par les communications qui peuvent être faites de mémoire, par les uns ou les autres, sans avoir les documents sous les yeux.

La connaissance des renseignements secrets ne peut vous être donnée que par la communication de ces renseignements eux-mêmes, et c'est au gouvernement à savoir s'il veut vous les communiquer.

J'aurai à affirmer qu'il y a, en dehors même de ce que vous a été communiqué jusqu'ici, des éléments essentiels de conviction, et à vous demander, si ces éléments vous étaient communiqués, de

vouloir bien m'appeler à m'en expliquer devant vous.

J'en reviens à ce que je disais :

Il manque ici, par l'absence même de quelques-uns de ces renseignements, ce que j'appelle un élément essentiel de conviction : celui des circonstances qui expliquent, d'une façon naturelle et normale, comment les renseignements parvenaient entre nos mains.

Sur l'interpellation de M. le président, le témoin continue :

Des trois procédés que l'on peut imaginer pour l'introduction de documents frauduleux, l'introduction à l'origine, l'introduction dans la transmission, et l'introduction au point d'arrivée, le témoin déclare qu'il résulte des circonstances de fait que les deux premiers modes d'instruction sont impossibles, mais qu'il ne peut pas donner, sur ces circonstances mêmes, des renseignements de fait qui équivalraient à la désignation de l'agent; il ajoute, ainsi qu'il l'indiquait dans sa lettre, qu'il connaît le nom et la personnalité de l'agent, et que cette personne est de nature à inspirer toute confiance.

Le Président. — D'où résulte pour vous, en dehors de la déclaration d'Henry, la preuve que le bordereau serait venu par la voie ordinaire, c'est-à-dire par l'agent dont vous parlez, entre les mains d'Henry ?

M. Cavaignac. — De tout l'ensemble des considérations que je vais développer, et qui établissent que le bordereau ne peut pas avoir été fabriqué.

Signé : CAVAIGNAC.

(La suite à demain.)

LA PRÉCAUTION INUTILE

Dans la journée d'hier, le bruit se répandait que le gouvernement avait décidé de poursuivre le *Figaro* en raison de la publication de l'enquête de la Chambre criminelle sur l'affaire Dreyfus.

Ces poursuites, disait-on, n'avaient pas été décidées le premier jour, les révélations du *Figaro* n'ayant trait qu'à l'affaire Esterhazy dont l'instruction était close. Le gouvernement s'y serait déterminé après la publication de la déposition du lieutenant-colonel du Paty de Clam devant la Chambre criminelle, — document appartenant à une affaire en cours et qui tomberait sous l'application de la loi de juillet 1881 sur la presse.

Tels étaient les renseignements qui nous parvenaient dans l'après-midi; on voulait bien ajouter que la pénalité encourue par le *Figaro* était une amende de 50 à 1,000 francs.

Dans la soirée, en effet, un peu avant six heures, nous avons reçu la visite de M. Marion, commissaire aux délégations judiciaires, chargé de venir perquisitionner dans nos bureaux. M. Marion s'est acquitté de sa mission de la façon la plus courtoise et la plus sommaire, en homme qui se doutait bien qu'il ne trouverait rien, et qui effectivement n'en trouva rien.

L'annonce de cette perquisition très parisienne n'en avait pas moins attiré dans nos bureaux un certain nombre de nos confrères et de nos amis. Le hasard, qui fait toujours très bien les choses, l'avait même fait coïncider avec la présence, dans notre salle des fêtes, de Mlle Luz Chavita, l'aimable danseuse espagnole, qui nous donnait à ce moment même une sorte de répétition générale, en attendant ses débuts sur une scène parisienne.

Tout cela réuni, la danseuse et le commissaire, les fandangos et la perquisition, formaient un spectacle qui n'aurait pas déçu au bon Villermessant, et que notre autre grand patron *Figaro* n'aurait pas, lui non plus, pris au tragique.

Brid'oisson.

NOTRE POURSUITE

Donc le gouvernement a décidé de faire poursuivre le *Figaro* en raison de la publication des pièces de l'enquête faite par la Cour de cassation.

Et, s'il faut en croire les informations des journaux favorisés des confidences gouvernementales, on veut nous appliquer l'article 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible de faire rentrer notre cas parmi ceux prévus par cet article, ainsi conçu :

« Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique; et ce sous peine d'une amende de 50 francs à 1,000 francs. »

Les pièces que nous publions ne sont nullement visées par ce texte. Elles ne sont pas, évidemment, des actes d'accusation. Elles sont encore moins des actes de procédure criminelle ou correctionnelle : tout au contraire. Que sont, en effet, les pièces de l'enquête de la Cour de cassation ?

Elles ont pour objet de rechercher s'il y a lieu de réviser une condamnation déjà prononcée, ce qui est tout le contraire d'une procédure ayant pour but de faire condamner un coupable qu'on cherche à découvrir.

Il ne s'agit pas de prouver que Dreyfus est coupable, — mais de rechercher s'il est innocent, s'il n'a pas été condamné par erreur.

Il s'agit d'une procédure résultant d'une loi spéciale sur la révision des jugements criminels ou correctionnels, — et nullement d'appliquer des textes du Code pénal ou de lois spéciales punissant des crimes ou des délits.

Donc, à aucun point de vue, l'article 33 ne nous est applicable.

Si on nous poursuit, tant pis pour MM. Dupuy et Lebret ! Il y a des juges à Berlin, — et même à Paris. Ils nous acquitteront.

Cujas.

DANS LA PRESSE

M. Mathieu Dreyfus a adressé hier à l'Agence Havas la lettre suivante :

Paris, le 1^{er} avril 1899

Monsieur le directeur,

Je lis dans la déposition de M. le général de Pellieux devant le Conseil d'enquête, à la séance du 24 août 1898, qu'Esterhazy lui avait fait connaître que la famille Dreyfus lui avait fait offrir 600,000 francs pour qu'il se déclarât l'auteur du bordereau et 250,000 francs à Mlle Pays.

Je n'ai jamais fait offrir, aucun membre de ma famille n'a jamais fait offrir une somme quelconque, ni directement, ni indirectement, à Esterhazy ou à Mlle Pays.

Cette allégation d'Esterhazy est un mensonge.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'assurance de ma haute considération.

Mathieu DREYFUS.

Nous avons aussi reçu de M. Arthur Meyer une lettre qui concerne, d'ailleurs, non pas le *Figaro*, mais le Conseil d'enquête devant lequel a comparu le commandant Esterhazy.

Dans cette lettre, M. Arthur Meyer affirme que l'assertion du commandant Esterhazy déclarant avoir reçu 4,000 fr. du *Gaulois* est inexacte.

Les fonds du *Gaulois*, ajoute-t-il, appartenant à ses actionnaires, et je ne pourrais, sans trahir les secrets les plus intimes de la propriété, distraire la moindre partie pour un autre objet que l'exploitation du journal.

C'est au Conseil d'enquête ou à la Cour de cassation que M. Meyer doit adresser cette lettre. Nous ne faisons quant à nous que reproduire sans commentaires les documents officiels de la Cour.

* Rectifions à notre tour une erreur de chiffre qui s'est produite dans notre dernier numéro à propos de la déposition du lieutenant-colonel du Paty de Clam. Il faut ainsi rétablir le passage relatif au faux du colonel Henry :

Quant à la pièce qui a amené la mort du colonel Henry, j'ai connu son existence le 14 septembre 1897; j'ai vu deux fois, le 19 du même mois et à la fin de février 1898. Et je dois ajouter que cette pièce m'a inspiré des larmes les plus graves soupçons.

* Continons de noter les impressions de la presse sur la publication du dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

Le Temps dit :

Il apparaît à tout homme qui réfléchit que l'enquête de la Chambre criminelle était instituée pour renseigner en premier lieu les magistrats, et ensuite pour éclairer l'opinion. On ne peut donc pas dire que l'enquête ait été faite pour tant de mensonges audacieux et tant de thèses contradictoires. L'enquête était close, imprimée et distribuée aux magistrats, le premier but, le but essentiel était atteint. Ne convenait-il pas, n'était-il point nécessaire que le public fut admis à contrôler les conclusions que les magistrats tiraient de l'enquête ? Oui, la publication était indispensable.

Tant de suspensions sont répandues, depuis plusieurs années, sur tous ceux qui ont pris une part quelconque à l'affaire Dreyfus qu'il est désormais obligatoire de tout dire haut et de tout faire au grand jour. On n'admettra pas comme une image fidèle de la justice et de la vérité la photographie qui en serait tirée dans la chambre noire. Il faut s'arranger, de toute manière, pour opérer à ciel ouvert et en plein jour.

Dans quinze jours, dans trois semaines au plus, on aurait connu l'enquête par des citations ou des résumés tirés soit du rapport qui se prépare, soit des plaidoiries. Est-ce suffisant ? Et ne faut-il pas se féliciter que, par une publication très complète, le public soit rendu capable de suivre, au moment décisif, tous les débats d'une affaire que la passion a singulièrement embrouillée ?

Du Journal des Débats :

Combien de fois n'avons-nous pas écrit que, au point où on en était venu, rien ne pouvait et ne devait plus être caché ! Mais chaque chose a son temps. Lorsque la lumière sera faite, elle devra l'être sur tous les points à la fois, et c'est à la Cour de cassation qu'appartient le soin de nous la jeter par torrents. Mais, au point où nous en sommes, il faut tout dire, tout publier, tout divulguer; mais, en même temps, il faut que la Cour, après avoir tout vu, tout compulsé, tout comparé, rende un arrêt qui remette chaque chose à sa place, à son point, et lui rende dans la conclusion finale son importance relative.

De la Liberté :

Il résulte de la déposition de M. du Paty de Clam que celui-ci fut chargé de « maintenir le contact » entre ses chefs et Esterhazy, et pour des motifs d'ordre supérieur, qu'il n'a pas confiés à la Cour. Ce contact est déplorable, c'est entendu, aussi bien pour M. du Paty que pour ceux qui lui donnaient l'ordre de le garder. Seulement, la constatation publique n'est pas un argument direct sur le fond même du débat.

LES JOURNAUX DE CE MATIN

Voici un certain nombre d'extraits des journaux paraissant ce matin.

On lit dans le Petit Parisien :

Le *Figaro* n'a fait que devancer l'œuvre de lumière solennellement promise; et tous ceux qui, sans parti pris, aspirent au triomphe de la vérité ne peuvent que féliciter notre confrère de son habile et courageuse initiative.

Plus la nation sera mise à même de se faire une opinion, plus elle connaîtra les phases successives de cette question, et plus il y a de chances pour que l'arrêt de la Cour de cassation amène l'apaisement des esprits et soit la clôture définitive.

M. Paul de Cassagnac termine ainsi, dans l'Autorité, son article intitulé : « La lessive » :

Enfin, on va donc tout savoir, tout connaître. On va sortir des réticences calculées, des mystères voilés. Il n'y aura pas, si complète que soit la lessive qui commence sous les battoirs de l'opinion publique, dans les grands lavoirs de la presse, si redoutable qu'elle s'annonce pour les macules diverses, il faut avoir le courage de s'en féliciter.

Tant pis pour ceux qui sont sales, qu'ils soient du côté de Dreyfus ou de l'autre !

M. Henri Rochefort dans l'Intransigeant :

Le cabinet Dupuy avait annoncé une enquête. Il n'y aura pas; il y en aura pas davantage; ce sont nous mêmes d'ailleurs très content, ayant été nous-même trop souvent poursuivi pour souhaiter que les autres le soient.

Dans la Petite République, M. Jaurès pose la question suivante à propos de la publication d'hier :

Du Paty de Clam affirme que dès le mois de février 1898 il a averti ses chefs que la pièce invoquée au procès Zola était un faux. Il affirme l'avoir dit, dès ce moment, au général Gonse, au lieutenant-colonel Henry. Et il ajoute que, dès ce moment, il fut l'objet de l'état-major de persécution sourdes.

Nous posons cette question très nette au général Gonse : « A-t-il fait part au ministre de la guerre du doute exprimé par le Paty ? » Nous demandons aussi au général Roguet et à M. Cavaignac comment ils ont pu affirmer solennellement l'authenticité du faux Henry, en juillet 1898, six mois après que du Paty lui-même en avait signalé à l'état-major le caractère plus que suspect.

Que l'infamie de Roguet et l'impeccable Cavaignac répondent.

De M. Lucien Victor-Meunier dans le Rappel :

Nous autres, on le sait, nous n'avons jamais demandé que la vérité, la vérité tout en-

tre, la vérité quelle qu'elle puisse être, bien entendu. Nous sommes logiques et conséquents avec nous-mêmes en accueillant avec une profonde satisfaction la publication faite par le *Figaro*.

En vérité, a-t-on pu faire le rêve fou d'écarter, d'éviter, d'interdire cette publication ? Au point où en sont les choses, il est de toute nécessité, le dirai-je, de nécessité nationale, que tout soit connu.

M. Clemenceau, après avoir analysé, dans l'Aurore la déposition de M. du Paty de Clam, termine ainsi son article :

Peut-on nier maintenant que M. du Paty de Clam — sans le vouloir, bien entendu — ait amorcé les voies vers la vérité ? Il n'a rien dit, il n'a rien dit, mais ce qu'il doit dire, il n'y a plus qu'à le forcer à le dire. C'est pour cela qu'il doit être déféré à la justice, c'est pour cela que son arrestation l'impose. M. Paul de Cassagnac l'a reconnu lui-même. Comment M. de Freycinet pourrait-il tenir qu'un officier échappé au châtiment des lois après avoir fait adresser au Président de la République une lettre où il est dit qu'on s'adressera à l'empereur d'Allemagne pour forcer la France à s'humilier ou à faire la guerre ? Si un tel acte peut demeurer impuni, il n'y a plus d'armée, il n'y a plus de lois, il n'y a plus de France.

Le *Sicéle* prétend qu'un rédacteur de la *Libre Parole* aurait reçu, à la veille de la révélation de l'affaire Dreyfus, en octobre 1894, la lettre suivante du colonel Henry :

Mon cher ami,

Je vous l'avais bien dit : C'est le capitaine Dreyfus, celui qui habite 6, avenue du Trocadéro, qui a été arrêté le 15 (octobre) pour espionnage, et qui est en prison au Cherche-Midi.

On dit qu'il est en voyage, mais c'est un mensonge, parce qu'on veut étouffer l'affaire. Tout Israël est en mouvement.

A vous.

HENRY.

Faites compléter ma petite enquête au plus vite.

C'est à partir de ce moment que le nom de Dreyfus aurait été livré au public.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Tous les journaux anglais reproduisent le dossier de la Chambre criminelle publié par le *Figaro*, soit en *extenso* comme le *Times*, soit par extraits plus ou moins longs.

* Le *Times* du 1^{er} avril publie la lettre suivante, datée : Paris, le 31 mars :

Le *Figaro* de ce matin a offert à ses lecteurs un coup de plume qui renfermait une révélation : il a commencé la publication de la fameuse enquête de la Chambre criminelle. On lira plus loin cette première et curieuse révélation. Je ne sais pas si l'instruction qu'on a ouverte pour découvrir la provenance de cette publication aboutira, et si elle aboutit, je ne sais pas quelle en pourrait être la conséquence, pas grave, en tous les cas; mais il est bien inévitable que cela se produise.

Depuis le jour où l'on savait que l'enquête était close; qu'elle était imprimée; qu'elle était distribuée à cinquante exemplaires, personne n'aurait osé naître pour supposer que cette enquête pouvait échapper à la publicité. On affirmait même depuis quelques jours, et j'ai bien de la peine à croire que cela est vrai, que la communication de cette enquête avait été offerte à quelques journaux, et que ce n'était pas par la faute de ceux qui l'offraient si elle n'avait pas encore été mise en lumière.

Comme les imaginations s'en mêlent toujours, on disait que pour obtenir une copie rapide de ces 820 grandes pages, on avait recours à un procédé ingénieux : on avait lu cette enquête d'un bout à l'autre devant un phonographe, dont le « recorder », rouleau par rouleau, était ainsi mis en état de redire l'impression reçue, et c'est ainsi que, dans un espace de temps assez rapide, on était entré en possession de l'enquête sans trace de copie ni d'écriture.

Le *Figaro* aurait mis ses rouleaux en un endroit où ils peuvent être détruits et fondus en une minute, de façon à ce que rien ne reste de la source de communication.

Je donne cette version pour montrer avec quelle ardeur on se jette dans la voie des conceptions, et aussi, pour montrer le travail de l'opinion publique à l'endroit de cette affaire qui commençait à laisser la curiosité, et qui, depuis ce matin, rebondit comme sous l'action d'un vigoureux coup de fouet.

D'ailleurs, il faut le dire, cette première partie de publication justifie déjà l'intérêt stupéfiant qu'elle excite les esprits.

Cette enquête conduite par le général de Pellieux; les déclarations hallucinées du Paty de Clam; l'attitude du général Billot, celle d'Esterhazy invoquant le souvenir de ses ancêtres — qui, en ce moment même, sont en instance pour le déclarer imaginaire — et menaçant le Président Faure de l'intervention de l'empereur d'Allemagne, et cette menace, conseillée et dictée par l'état-major; l'histoire du témoin devant assister par ordre; Esterhazy, qui se bat, par ordre, contre Picquart; les fausses lettres de Speranza, les mêmes que l'on adressait à Picquart, écrites, remises, signées par les officiers en lunettes bleues et en fausse barbe; les articles des journaux après la déposition d'Esterhazy, le « *Dix* » mais écrits par l'état-major, toujours ! Les rendez-vous sous tous les ponts, aux cimetières; les squares, fantaisies folles et bizarres; Esterhazy commandant une maison perdue; voulant marier son cousin, pour toucher un courtois, à une fille compromise ou perdue; mais, n'ayant, après le vote du Conseil d'enquête, d'après le général de Pellieux, d'après le général Zurlinden « pas fait à l'honneur » C'est trop !

Nous arrêtons ici la citation.

Le Liseur.

Échos

La Température

Le baromètre s'abaisse, mais lentement. Le vent souffle de l'Ouest sur la Manche, la pluie tombe sur plusieurs points, enfin la situation semble devenir mauvaise. La température varie peu; à 110 au-dessus de la nuit, à huit heures, elle était à 110 dans l'après-midi; et, notait 110 à Alger dans la matinée. Cependant, le temps doux va persister, mais le ciel reste nuageux et la pluie nous menace. Dans la soirée, le thermomètre était à 120 et le baromètre, vers minuit, restait à 760mm.

Monte-Carlo. — Thermomètre à la main à huit heures, 130; à midi, 150. Très beau temps.

Les Courses

A 2 heures, Courses à Auteuil. — Gagnants de Robert Milton :

Prix du Bois : Flag.

Prix Le Gourzy : Kerym.

Prix du Président de la République : Rélecteur.

Prix de Tananarive : Forfar.

Prix de Madrid : Aventuriers.

Prix Bay-Archer : Grelot.

CONCOURS HIPPIQUE

A 1 heure : Prix international, chevaux de trait. — A 3 heures : Sauts d'obstacles. Prix du Palais de l'Industrie.

A PROPOS DE L'ENQUÊTE

C'est vraiment un chagrin pour moi que de constater l'effet navrant produit sur quelques-uns de mes confrères par la publication du dossier de l'enquête, que nous avons commencée avant-hier. Quelques-uns de ces pauvres confrères sont vraiment hors d'eux-mêmes et oublient les attaques d'une maladie inconnue, qui tient le milieu entre la rage et la danse de Saint-Guy.

Les uns considèrent notre publication comme un attentat horrible et appellent sur nos têtes les foudres de l'administration et de la justice. Les autres se lamentent à la pensée que l'opinion publique va être appelée à collaborer avec la Cour de cassation.

Mais alors, s'écrient-ils, d'un ton navré, c'est la lumière ! Et si l'on fait la lumière, ce sera la révision.

Ces indignations et ces plaintes prouvent combien cette sorte de journalistes est sincère quand elle défend la liberté de la presse.

Veillez, maintenant, considérer qu'il a toujours été convenu et solennellement affirmé que l'enquête serait communiquée au public; que ce pays-ci, malgré la bonne volonté de quelques écrivains, ne peut indéfiniment se contenter du régime du Conseil des Dix; que nous n'avons fait, par conséquent, qu'avancer de trois semaines, peut-être même de quinze jours seulement, la publication promise de l'enquête.

Veillez considérer encore que pas un de nos détracteurs n'aurait hésité à livrer ces documents à ses lecteurs et à faire valoir auprès de sa clientèle le tour de force qu'il aurait accompli. Cela vous donnera une idée exacte de la sincérité de tous ces chers confrères.

Querelles de boutiques !

Il va sans dire qu'on a foncé sur les pauvres magistrats de la Cour de cassation, en accusant tranquillement l'un d'eux de nous avoir vendu à beaux deniers comptants les volumes qu'il s'était engagé à ne communiquer à personne.

Il faudrait pourtant s'entendre : Avons-nous été achetés, ou avons-nous acheté ? Sommes-nous payés ou payons-nous ? Faisons-nous partie du Syndicat comme arroseurs ou comme arrosés ?

Pour expliquer ce problème je veux, faisant trêve à ma vanité et à ma cupidité bien connues, livrer gratuitement une information certaine à mes bons confrères. Nous ne tenons le dossier ni d'un magistrat ni d'un avocat, et il ne nous a pas coûté un sou.

Il n'y a pas eu que des magistrats, des avocats parmi les possesseurs des arres exemplaires du dossier; il y a eu aussi des gens qui aiment l'armée et qui sont payés pour l'aimer.

Pourquoi ces gens n'estimeraient-ils pas que c'est faire une œuvre patriotique et militaire que de contribuer à débarrasser l'armée des hommes qui la compromettent ?

Nos entrepreneurs de patriotisme raisonnent toujours comme s'ils avaient l'armée française dans leur poche. Elle n'y est pas du tout. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le Président de la République assistera aujourd'hui, avec Mme Loubet, aux courses d'Auteuil. Le Président de la République sera accompagné de sa maison militaire et civile.

Mme la duchesse Paul de Mecklembourg-Schwerin, après un séjour de trois mois à Paris, est partie hier pour Cannes par le train de cinq heures quarante.

Son Altesse a été saluée à son départ de la gare de Lyon par un grand nombre de personnes. Citons au hasard :

Baronne et Mlle de Flotow, M. Benjamin-Constant, marquis du Lau, comte L. de Périgord, M. Edouard Dettailleur, vicomtesse de Jazné, née Cho

MORT

M^{ME} LA BARONNE DE HIRSCH

La baronne de Hirsch, née Clara Bischoffshelm, est morte hier dans ce magnifique hôtel de la rue de l'Élysée où l'on avait accumulé toutes les splendeurs de l'art et de la richesse pour un fils qui devait continuer la race et qui est mort le premier, en avril 1887. On sait que le baron de Hirsch est mort presque subitement, neuf ans plus tard, en avril 1896.

La baronne de Hirsch était une femme de taille moyenne, aux traits réguliers, avec une physionomie ouverte, douce et sympathique. Son égoïsme était tout entier dans ce fait bien rare qu'elle a eu une âme toujours supérieure à la fortune et que les chagrins comme la richesse n'ont fait que rendre son cœur plus accessible à tous les malheureux.

La liste de ses bonnes œuvres ne sera jamais connue; elle serait d'ailleurs interminable. Mais de cela nous lui ferons moins de mérite que de la discrétion et de la simplicité avec lesquelles elle savait donner. Rien ne l'affaiblissait plus que la divulgation de ses bienfaits; elle semblait craindre d'en perdre ainsi tout le mérite. On se souvient de son premier don à l'Institut Pasteur: deux millions. Tous les journaux l'ont dit, mais l'inscrition n'est pas venue de son côté, elle fut même contraire à ses recommandations.

A la Société philanthropique elle a fait une donation, non moins importante, pour constituer des pensions alimentaires aux femmes du monde que des revers de fortune auraient atteints et qui se trouveraient dans le besoin absolu.

C'était sa préoccupation constante de soulager les misères les plus délicates, les plus difficiles à avouer. C'est ainsi qu'elle a fait dernièrement en Autriche et en Hongrie — et nous ne l'avons appris que par les journaux, ces jours derniers — deux fondations de deux millions et demi chacune, pour prêts gratuits à ceux qui refusaient une aumône: ouvriers, employés ou autres.

La baronne de Hirsch était Autrichienne; ces fondations s'expliquent donc tout naturellement; mais la charité doit être universelle, et Mme de Hirsch la pratiquait ainsi. On bâtit en ce moment une école rue Secrétan, à ses frais; à Londres, elle a fait construire et installer, à ses frais, une maison de refuge pour les femmes et jeunes filles qui, venues d'Europe pour chercher une situation, se trouveraient sans place et sans asile. En Bavière, elle a fondé un asile pour les femmes en couche.

Nous ne citons que les principales fondations, mais il y en a bien d'autres, sans parler des abondantes aumônes que la baronne de Hirsch distribuait tous les jours, sans distinction d'origine ou de religion.

A toutes les souscriptions ouvertes à la suite d'un malheur ou pour une œuvre intéressante elle envoyait une généreuse offrande, presque toujours sous le voile de l'anonymat.

L'empereur d'Autriche, qui avait pour elle une considération toute particulière, lui avait confié une des premières croix de l'ordre d'Elisabeth, fondée en souvenir de l'impératrice assassinée à Genève.

On croit qu'une grande partie de la fortune de Mme de Hirsch ira à deux jeunes gens, deux frères, MM. de Forest, qu'elle avait adoptés et à qui l'empereur d'Autriche vient d'accorder le titre de baron.

La baronne de Hirsch était née à Anvers en 1833. Elle était la fille de M. Bischoffshelm qui est mort sénateur du royaume de Belgique; elle laisse un frère, M. Bischoffshelm, qui a épousé Mlle Paine et en a eu deux fils. Elle laisse aussi deux sœurs, Mme Goldschmidt et Mme Montefiore dont le mari est sénateur en Belgique. Mme Montefiore n'a pas d'enfants; Mme Goldschmidt a perdu deux de ses filles: Mme de Villory et la vicomtesse de Santes; elle a encore une fille, la comtesse André Pastre, et un fils, M. Paul Goldschmidt.

Le baron de Hirsch a laissé deux frères et une sœur: Mme Bamberger; le baron Théodore de Hirsch, qui a épousé Mlle Pilié, sœur de la marquise de Chasseloup-Laubat, et le baron Emile de Hirsch, qui a épousé Mlle Ladenburg.

Mme de Hirsch souffrait depuis six mois d'une cruelle maladie, et il avait fallu la ramener d'Autriche, à son dernier voyage, avec mille précautions. Cependant, jusqu'au 25 mars, elle a pu écrire et s'occuper encore de beaucoup de choses chez elle et au dehors. Subitement la maladie a pris un caractère plus grave, et c'est entourée de tous les siens qu'elle a rendu le dernier soupir dans la nuit de vendredi à samedi, à deux heures du matin.

Les obsèques auront lieu demain lundi, à midi. On se réunira à la maison mortuaire, 2, rue de l'Élysée. Dans ses dernières dispositions, Mme de Hirsch a exprimé le désir formel qu'il ne fut envoyé aucune lettre d'invitation pour ses obsèques, et qu'il n'y eût ni fleurs ni couronnes autour de son cercueil.

Ce désir sera religieusement observé. L'inhumation aura lieu au cimetière Montmartre, dans le caveau de famille où repose déjà le baron de Hirsch et son fils.

Jean Villemor.

M. Loubet chez les Pastellistes

Hier, à trois heures, le Président de la République, invité officiellement par la Société des pastellistes français, est venu visiter, avant l'ouverture fixée au soir seulement, la quinzième exposition des trente-quatre artistes qui composent l'Association.

Il n'était accompagné que du général Bailloud, en tenue de ville.

Le ministre de l'instruction publique, le directeur des beaux-arts, le secrétaire général de la Préfecture de police, le président de la Société, M. Roger Ballu, son vice-président, M. Georges Petit, attendaient M. Loubet, rue de Sèze, sur le seuil de l'exposition.

Après les salutations, ils l'ont introduit dans la vaste galerie que tous les Parisiens connaissent et où ne se trouvaient que les membres de la Société et leurs rares invités.

Fort scrupuleusement, en s'arrêtant de pas en pas devant les cent cinquante cadres, M. Loubet a fait le tour de l'exposition, dont notre collaborateur Arsène Alexandre rendra compte demain.

Dès qu'un pastel semblait lui plaire, M. Roger-Ballu lui en présentait l'auteur.

C'est ainsi que le Président de la République a félicité MM. Lévy-Dhurmer, Léandre, Desvallières, Jean Veber, etc.

A M. Besnard, dont il apprécie fort la couleur et la puissance, il dit: « Je vois là beaucoup de choses qui ne tarderont pas à aller au Luxembourg, s'il pouvait les contenir; mais ce musée, qui devrait être si complet, manque absolument d'espace! »

El, se tournant vers M. Leygues:

« Je vous salue, mon cher ministre, d'avoir demandé sa reconstruction. Au lieu du hangar que nous voyons à côté du Petit-Luxembourg, le musée devrait être un palais. Il est de toute nécessité qu'on en fasse un autre, plus grand. Par malheur, il y a des difficultés. Une partie du terrain nécessaire a été louée à un horticulteur qui parle de le céder à sa ruine future. Ne pourrait-on lui trouver un autre terrain? Arrangez cela, mon cher ministre... »

Naturellement M. Roujon vient à la rescousse, et les artistes présents se montrent ravis. Ils trouvent que M. Loubet a des idées fort pratiques.

Il continue sa promenade. Il s'extasie devant les paysages méridionaux de M. Montanard et l'approuve d'aimer tant la nature.

Mme Madeleine Lemaire est si modeste qu'il faut aller la chercher pour la présenter au chef de l'Etat. Ayant aidé à fonder la Société, elle dit à M. Loubet qu'elle a le devoir de faire tous ses efforts pour rester digne de ses collaborateurs.

« Oh! il y a longtemps que vous n'avez plus d'efforts à faire!... »

Devant les portraits de Gervex, le Président s'étonne de la ressemblance du prince de Saxe-Altenbourg avec le regretté colonel de Lichenstein. Il admire le visage amusant d'un petit garçon de deux ans, fort bien saisi par le grand artiste, au talent si parisien.

Il se fait présenter M. René Gilbert, dont les huit portraits semblent vivre; M. Collot, qui félicite de savoir choisir de jolis modèles. « Le pastel, dit-il, aime les beaux visages. »

Il complimente également M. Gaston Lafouche et Maurice Eliot. Bref, il se retire en laissant tous les artistes enchantés.

Beaucoup de monde l'attend rue de Sèze. On le salue d'abord, puis on l'accueille quand il prend place dans sa voiture. Lorsque celle-ci s'éloigne, quelques cris de: « Vive la République! » se mêlent à ceux, très nourris, de: « Vive Loubet! » Mais pourquoi donc les gens qui ont: « Vive la République! » ont-ils l'air de vouloir mettre de la fureur dans ces mots, qui devraient n'être que fraternels?

Charles Chincholle.

DEMAIN

« La statistique de l'alcoolisme »

PAR

CARANACHE

LA JOURNÉE

Dimanche 2 avril

Sports: Courses à Auteuil, prix du Président de la République (2 h.). — Régates du Cercle de la Voile de Paris (4 h., Meulan) et de la Société de la Voile de Nogent-Joinville (9 du matin). — Paris-Roubaix, bicyclette et motocyclette (8 et 9 h. du matin, Chatou). — Paris-Dreux, bicyclette (8 h. du matin, départ du Parc des Princes). — Matches de Football association entre East Sheen F. C. et Racing-Club de France (2 h. 1/2, terrain du Racing, à Levallois) et entre English Ramblers et Club Français (3 h., haras de Suresnes). — Concours hippique: 4 h., Prix international (chevaux de trait); 3 h., Prix du Palais de l'Industrie (saute d'obstacles).

Opéra: Grand match international du jeu de dames, avec les plus forts champions de France, à Amiens (quatre jours). — Grand concours international de pêche à la ligne, organisé par le Poisson d'Or, à Roubaix. — Fête des « Enfants de l'Émyrne », instituée à Madagascar, par le général Gallieni, et Fête des Enfants, à Washington, dans le parc présidentiel de la Maison Blanche.

Le Monde et la Ville

SALONS

— Mme Loubet, femme du Président de la République, a suspendu ses réceptions du lundi, en raison des vacances de Pâques.

— M. et Mme Bucaille de Lattinier donneront une matinée, de quatre à sept, le lundi 4 avril, à l'occasion de la signature du contrat de mariage de leur fille, fiancée à M. Bernard de Blanpre, lieutenant de vaisseau.

— Très réussie la soirée donnée, à la salle Hoche, par Mlle de Lathard. On a beaucoup applaudi la vicomtesse du Gardier, Mlle Desbrières, Lucy d'Autremont, Largeteau, Madeleine Creux, M. Raquez, le baryton mondanin si apprécié, et Mlle Renée, harpiste. La soirée s'est terminée par quelques tours de valse. Reconnu dans la brillante assistance: Princesse Galtzina, baronne Des Chapelles, baron et baronne de Bosmelet, comte et comtesse d'Arnal de Sarras, Mmes d'Autremont, d'Elval, Wastelot du Parc, Neuf, Seillière, Mmes d'Autremont, etc.

— M. Guillaume, directeur de l'Académie de France, à Rome, a donné un dîner en l'honneur des compositeurs et musiciens français qui sont actuellement à Rome. Parmi les invités:

Comte et comtesse de Franqueville, M. et Mme Th. Dubois, comte et comtesse Franchi-Vernery, le célèbre violoniste Tui, M. et Mme Louis Diemer, M. Delast, Rabaud, d'Ollone, Moustet, Letorey, Patouillard, etc.

Après le dîner, on a fait d'excellente musique avec le concours de M. Diemer, Delast, et Th. Dubois qui a accompagné lui-même ses compositions.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Ritz:

Prince Soltykoff, lord Villiers, baron Opel, M. et Mme Gross, M. Littlefield.

— Descendus à l'hôtel de Hollande:

M. W. H. Bishop et miss Bishop, l'honorable Francis Leggett et Mrs F. Leggett, M. A. H. Hubner, M. C. Clado, M. J. Lavine, M. A. Mayer, M. Charles de Croes avec sa famille, M. Emilio de Breynne, etc.

— A la dernière séance de la Société d'additions Emile Richoz, on a très applaudi

le bal, une jolie saynète de Mme Louise d'Alb, enlevée avec entrain par Mlle Marguerite Grégoire. Son succès a été partagé par les autres interprètes du programme: MMes Chabrier, Gremaud, Garcia; MM. Voisin, Mazalbert, Cazantzis, etc.

— **Jeanne d'Arc et Vallette** de M. Charles Lenepveu, directeur de la Société du Conservatoire, de Rennes, dans la salle du lycée de cette ville, avec le concours d'artistes et d'amateurs. Parmi ces derniers: Mme de Langeron, belle-sœur du préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le rôle de Jeanne d'Arc; elle a fait merveille; Mlle Berthelot et Gille dans les rôles de sainte Marguerite et sainte Catherine; M. Ody dans celui de saint Michel. Leur grand succès a été partagé par MM. Claud et Bauer, artiste d'une grande valeur. L'exécution a été parfaite, sous la direction de l'auteur qui a triomphé sur toute la ligne avec ses admirables interprètes.

— **De Clermont-Ferrand:** « L'asile des Petites Sœurs des pauvres » était avant-hier en fête, à l'occasion du grand dîner de la Saint-Joseph, offert aux vieillards hospitalisés par les bienfaitrices de la maison. C'est elles-mêmes qui servaient leurs convives, ayant revêtu pour un jour la robe des domestiques. Citons parmi elles:

Mmes la générale Jacquemin, de Montlivier, de Lamarque, de Bernache, de Torsiac, de Féligonde, de Villette, de Rouvray, d'Hantecroix, de La Brosse, Dumais de Brive, de Viorville; Mlle de Forest, du Raquet, de Vinols, de Chabrol, Chaudessolles, etc.

— M. l'abbé Pérosi — qui depuis cinq ans était maître de chapelle à la basilique de Saint-Marc, à Venise — vient de donner sa démission, ne pouvant plus remplir ces fonctions, en raison de ses fréquentes absences de Venise.

MARIAGES

— Le capitaine Freystatter, dont on a beaucoup parlé ces jours derniers, épousera, le 20 avril, à Notre-Dame, à Versailles, Mlle Lucie Lissarrague.

Les témoins seront, pour le futur: le général Deloye et M. Ditsch, député à la délégation d'Alsace-Lorraine; pour la future: MM. Marcou, notaire, et Manuel, ingénieur, de Paris.

— M. Etienne Buffet, officier d'artillerie, proche parent de M. Buffet, le regretté sénateur, est fiancé à Mlle Cornelia Blanchemin, fille aînée de M. Paul Blanchemin, secrétaire général de la Société des agriculteurs de France.

— On annonce les fiançailles: — De M. de Calmels-Puntis, lieutenant au 1^{er} dragons, avec Mlle Odette de Castelbajac. Le mariage sera célébré, à la fin de ce mois, au château de Caumont.

CHASSES

— L'équipage de Songeons a découpé pour la première fois de l'année, en forêt de Compiègne.

Attaqué près de la Michelette, un daim, qui après deux heures de chasse, revient à son encinte d'attaque et est mis bas par les chiens.

Étaient présents à cheval:

MM. Victor et Léon Oiry, comte de Songeons, baron de Baudry, comte de Lamoignon, et comtesse M. Pilet-Will, comte de Salvette, baron Le Pelletier, comte et comtesse de Maille, comte et comtesse de Carné, vicomte de Quénétain, M. Bargmann, baron; lieutenant et Mme Gossard, capitaine et Mme de Vaugrand, comte du Bouchage, baron et Mlle de Mandell, etc.

En voiture: MM. Oiry, Plumet, de Mousac, de Savignac; général des Roys, comte et comtesse de Bussy, vicomte et vicomtesse de Lignac, comte et comtesse de La Thuillière, M. et Mme Debruelles, etc.

— Chasse des plus intéressantes jeudi dernier, en forêt de Compiègne, où découpaient l'équipage Oiry.

Attaqué dans la basse queue une troisième tête qui, après trois heures et demie de chasse, est noyé par les chiens dans la ballastière de la Croix-Saint-Ouen. A cheval:

MM. Victor et Léon Oiry, G. Mare, Malet, vicomte de Quénétain, capitaine Barbey, comte de Maréchal, M. Bargmann, baron; lieutenant et Mme Gossard, capitaine et Mme de Vaugrand, comte du Bouchage, baron et Mlle de Mandell, etc.

En voiture: M. Oiry, Mlle Oiry-Riederer, M. et Mme Mure, M. et Mme Debruelles, etc.

Les honneurs au lieutenant Gossard.

DEUIL

— Mme veuve Marchal de Calvi, dont nous annonçons hier la mort, était la mère de la vicomtesse de Maussabert et de Mme de La Pérelle, belle-fille du général comte Rose. Suivant la volonté formelle de la défunte, aucune invitation ne sera envoyée pour les obsèques qui auront lieu demain matin, à onze heures, à Saint-Augustin, dans la chapelle de la Sainte-Vierge.

— Les personnes qui n'auraient pas reçu de billet d'invitation aux obsèques de Mme Albert Mallac, qui auront lieu demain matin, à dix heures et quart, à la Madeleine, sont priées de considérer le présent avis comme en tenant lieu.

— Nous apprenons la mort. — Du marquis de Chennévières, membre de l'Institut, directeur honoraire des beaux-arts, officier de la Légion d'honneur, décédé à Paris, à l'âge de 70 ans. — Du comte Charles-René Ducos, décédé à Aurillac. Il était le dernier descendant mâle du conventionnel; — De M. A. Loeser, chef d'une importante maison de commerce à Paris, décédé chez les Frères de Saint-Jean-de-Dieu. Le défunt était le frère du commissaire général des sections allemande et austro-hongroise à l'Exposition de 1889. — De M. Clair, ingénieur en chef des ponts et chaussées en retraite, décédé au château de Pinsaye (Dordogne), à l'âge de 81 ans; — De Mme Duvivier, veuve du général Duvivier, décédée à l'âge de 81 ans.

Ferrari.

A l'Étranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

CONTRE L'ANGLETERRE

Berlin, 1^{er} avril. — La presse libérale embête le 1^{er} avril la presse conservatrice pour rendre l'Angleterre responsable de l'infant subit. La Gazette de Cologne s'élève contre la publicité anglaise. La Gazette de la Croix écrit: « L'amiral américain Kautz, marin expérimenté, a été l'instrument inconscient de l'Angleterre. Il s'agit de savoir si l'Angleterre ne signe des traités que pour les violer. Dans ce cas, c'est une nécessité pour les puissances de conclure de traité contre elle en mettant de côté leurs autres différends. »

Le Boersen Courrier affirme que les négociations avec sir Cecil Rhodes sont rompues. L'impressionnisme, au contraire, favorablement l'ambassadeur, M. White, est allé exprimer les profonds regrets du gouvernement au sujet de l'infant subit. Le conseil allemand contre la publicité anglaise.

Le règlement de la question du bombardement dépend du rapport de l'amiral Kautz, qui n'est pas encore connu. Quant à la question de Samoa, il est probable que la solution allemande, suivant laquelle trois délégués munis de pleins pouvoirs seraient envoyés à Samoa pour régler le litige, sera adoptée. — CH. BONNEFON.

ITALIE

AU VATICAN

Rome, 1^{er} avril. — Quiconque est allé aujourd'hui du côté de Saint-Pierre se sentait impressionné en pénétrant dans cette atmosphère toute de renouvellement qui enveloppait ce sublime asile de prières où, depuis tant de siècles, sont venus et viennent toujours s'agenouiller les fidèles du monde entier. Ce coin de la ville éternelle où veille le vicaire du

Christ, présentait, en ces jours de deuil pour l'église, un contraste bien frappant avec les autres parties de la ville agitées d'un mouvement mondanin et curieux grossi de la présence de plus de soixante mille étrangers. Cependant, cette année, il y a déception pour les amateurs des cérémonies pontificales. Bien que depuis 1870 celles de la chapelle Sixtine soient plus liées, le Pape, cependant, avait l'habitude, le jeudi saint, de donner de son auguste main la communion au haut personnel de sa Cour.

Le jour de Pâques, il disait la messe à la chapelle de Sixte IV. C'était encore une *great attraction* pour les étrangers. Cette année, elle manque totalement.

Les médecins interdisent toute fatigue à Léon XIII afin qu'il puisse reprendre des forces; aussi toutes les réceptions, toutes les audiences sont-elles écourtées.

On vient de mettre la dernière main à l'installation électrique dans les jardins du Vatican. Avec l'assentiment de ses médecins, le saint-Père compte aller prochainement, pour la fête de Pâques, à la Palazzina favorite, qui est à présent magnifiquement aménagée.

Ces journées passées au grand air hâteraient la convalescence du vénérable Pontife, qui se trouverait ainsi plus en mesure de satisfaire à son projet bien arrêté, d'assister à la chapelle Sixtine qui se célébrera à la chapelle Sixtine en l'honneur de saint Léon, Pape.

Cette messe devrait se dire le 11, selon le calendrier, mais elle a été renvoyée au dimanche suivant. — FÉLIX.

La Chambre vouée à saint Pierre

Un certain nombre de députés n'aiment ni le bon Dieu ni les saints; les petites manifestations auxquelles nous assistons à chaque session, en témoignent surabondamment.

Il faut, dit l'un, démolir la chapelle expiatoire qui déshonore un quartier de Paris; il faut, dit l'autre, supprimer l'église du Sacré-Cœur auquel, dans un jour de malheur, on a osé vouer la France.

M. Dejeante ne prononçait-il pas, ces jours-ci un discours véhément contre l'amiral de Cuverville, qu'il accusait d'avoir placé ses escadres sous le patronage de saint Michel? — Et hier, un autre député ne demandait-il pas qu'on effaçât l'inscription que, depuis tant d'années, on peut lire sur la tranche des pièces de cent sous: *Dieu protège la France*, inscription qui n'a jamais empêché un librepenseur d'accepter une pièce de cent sous comme une bonne monnaie?

Mais que vont dire nos députés quand je vais leur apprendre que la Chambre, elle, a été vouée à saint Pierre? Le fait est pourtant certain et, après bien des hésitations, je me décide à dévoiler le secret.

C'est en 1876 que le congrès de Versailles décida que les pouvoirs publics resteraient à Paris. Pour appliquer cette décision et pour permettre à la salle des séances de recevoir les nouveaux députés qui étaient beaucoup plus nombreux qu'il y en avait eu, les pouvoirs publics, les anciens membres du Corps législatif, les questeurs firent remplacer les fauteuils de la salle des séances par des sièges plus étroits, de façon à permettre à chaque député d'avoir sa place.

C'est ainsi qu'il fut établi le mobilier qui existe encore aujourd'hui.

On il y a quelques mois, l'administration s'aperçut que quelques-uns de ces malheureux fauteuils, qui sont soumis à un surmenage excessif, avaient besoin de réparation. Cela n'étonnera personne. La cloche du président, qui, cependant, avait réussi à remener le calme et le silence dans tant de séances et sous les régimes les plus divers, n'a pu résister à la dernière discussion du budget: elle s'est fendue. Les ressorts des fauteuils qui ressentent les émotions des débats ont bien le droit de se disloquer. C'est ce qui est arrivé et l'administration a fait venir le tapissier qu'elle a invité à entreprendre les réparations les plus urgentes.

Pendant les dernières vacances, plusieurs ouvriers se mettent à l'œuvre et retirent l'étoffe qui recouvre les fauteuils. Immédiatement, quelque chose de brillant apparaît à leurs yeux: « Quelle chance, dit l'un, une pièce d'argent! » Non ce n'était pas une pièce d'argent, mais une médaille de sainteté. On se coule le cuir du fauteuil et de tous côtés les médailles tombent à terre. Les ouvriers intrigués fouillent dans les autres fauteuils et dans tous, sans exception, elles découvrent les mêmes médailles! La Chambre est vouée à saint Pierre. Quel est donc l'auteur de cet acte de dévotion? Assurément ce n'est pas le premier questeur de l'époque, le colonel Denfert-Rochereau, le défenseur de Belfort. Serait-ce une dame voilée, désireuse d'appeler les bénédictions du ciel sur la nouvelle Chambre? Il est plus probable que c'est la femme ou la fille du tapissier.

Quoi qu'il en soit, ces médailles ne paraissent pas avoir obtenu le résultat désiré. Pourquoi? Peut-être parce qu'elles avaient été mal placées. Les députés... se sont assis dessus.

Un Voué.

VIENT DE PARAÎTRE

En partant en vacances, chacun voudra posséder le numéro d'avril des *Lectures pour Tous*, dont le succès va toujours croissant. Entre autres articles, signalez: *La Journée de S. S. Léon XIII*; *Ce que les Aveugles voient*; 32,000 kilomètres à Bicyclette; *Sergent Bourgogne*, etc.

Notre Service de Librairie reçoit les abonnements aux *Lectures pour Tous*.

DANS LA MARINE

LES OFFICIERS RÉINTÉGRÉS

Je viens de lire l'avis de la Section de la marine du Conseil d'Etat sur la réintégration, dans les cadres, de vingt-neuf officiers mis indûment à la retraite au mois de mars 1898, sous la précédente administration.

Cet avis est, comme vous le pensez, rédigé dans ce style spécial aux actes administratifs et judiciaires, c'est-à-dire qu'il faut reprendre à plusieurs fois chaque phrase pour essayer d'en pénétrer le sens. Il y a, dans ce document, un amas de périodes et d'incidentes plus obscures les unes que les autres, et c'est à grand-peine qu'on arrive à découvrir ce qui s'y trouve en réalité.

Donc, voici ce que le Conseil d'Etat a décidé: les vingt officiers qui ne se sont pas pourvus personnellement, dans les délais légaux, contre la mesure qui les a frappés sont mis hors de cause; les mal-

heureux ont été mis à la retraite d'une manière arbitraire et par un procédé d'une illégalité reconnue par le Conseil d'Etat lui-même, le 24 février dernier; mais ils n'en demeurent pas moins à la retraite, et sont définitivement « rendus à la vie civile », suivant les expressions mêmes de la loi du 19 mai 1834.

Quant aux neuf officiers (six capitaines de frégate et trois lieutenants de vaisseau) qui se sont pourvus, et dont le pourvoi a été admis, ils seront traités de la manière suivante: les capitaines de frégate reprendront place sur la liste générale d'ancienneté, au rang qui leur est assigné par la date de leur nomination à ce grade; les lieutenants de vaisseau seront placés en tête de la liste d'ancienneté.

J'ai le plus grand respect pour le conseil d'Etat, mais je ne permets de dire que son opinion sur ce qui concerne les trois lieutenants de vaisseau est en contradiction directe avec ce qu'il a décidé pour les capitaines de frégate; puisque ceux-ci reprennent leur ancien rang d'ancienneté, les lieutenants de vaisseau auraient dû, eux aussi, reprendre leur ancien rang d'ancienneté, qu'ils aient, *ipso facto*, capitaines de frégate, depuis le jour où leur tour d'ancienneté les aurait appelés à ce grade.

Enfin, le Conseil d'Etat a exprimé l'avis que ces neuf officiers ont droit au rappel de la solde qu'ils auraient acquise, si on ne les avait pas rayés indûment du cadre d'activité.

Telles sont les réponses que la section de la marine a faites aux demandes de M. Lockroy. Si le ministre s'y conforme, comme c'est probable, les six capitaines de frégate vont être réintégrés à leur ancien rang, les trois lieutenants de vaisseau vont être mis en tête de la liste d'ancienneté, et seront, par suite, les premiers à devenir capitaines de frégate — ce qui ne tardera pas. Tel sera le cas de M. Vaud-Pierre Loti.

Ceci dit, il reste à souhaiter que la marine tienne, à l'avenir, un peu plus de compte de la situation légale des officiers. En n'observant pas fidèlement des règlements qu'elle avait établis elle-même, elle a été aussi légère que coupable. Il n'est jamais bon de voir les décisions d'un ministre infirmées, mais c'est le rôle des collaborateurs de ce ministre de ne pas lui faire prendre des décisions incorrectes ou irrégulières, susceptibles, par conséquent, d'être un jour infirmées.

D'une part, les officiers mis à la retraite l'an dernier ont eu le droit de se plaindre d'autre part, la réintégration de neuf d'entre eux va causer du retard dans l'avancement. Et que dire de deux lieutenants de vaisseau, compris dans la mesure générale, à qui la marine a interdit, sous certaines menaces, de protester contre la mise à la retraite qui les atteignait? N'insistons pas. Sous tous les rapports, la marine a fait de la mauvaise besogne. Une fois suffit.

Marc Landry.

LE SOULIER DU CARDINAL

Les ravissants « Richelieu » en chevreau glacé et en chevreau jaune créés par la Grande Cordonnerie Tortoni, 22, boulevard des Italiens, au prix de 10 fr. 75, sont de véritables modèles de bon goût. Ils appartiennent au bottier du Tout-Paris élégant d'établir pour une somme minime un soulier d'excellente qualité et d'une élégance irréprochable.

LA QUESTION DE L'EAU

M. Paul Strauss vient de soulever devant le Sénat l'irritante question de l'eau potable.

En vérité, ce n'est pas dommage, et jamais initiative parlementaire n'aura semblé plus légitime et plus opportune. Il se passe, en effet, à ce point de vue, des choses extraordinaires. Je n'en veux, pour le moment, d'autre preuve que le vœu émis, le 6 mars dernier, par la Commission des logements insalubres.

Au cours de ses pérégrinations à travers Paris, ladite Commission a eu, par-là, l'occasion de constater que nombre d'établissements d'alimentation, tels que restaurants, débits de vin, boulangeries, etc., ne sont pas approvisionnés en eau de source, de telle sorte que leur clientèle est, en permanence, sans s'en douter, au régime infect et infectueux de l'eau de Seine. Sur ce, la Commission a avisé le Conseil municipal, en l'invitant à saisir M. le préfet de police — suffisamment armé, à dire de

siôt prévenu, a paré, avec l'aide du personnel, à l'incident qui, pour le moins, n'en eût pas été moins évité. C'est par M. Guillemin, qui surveillait les travaux des tapissiers et des électriciens.

Après les vacances des jours saints, l'Opéra-Comique rouvra aujourd'hui ses portes avec Mme de Niverville dans *Carmen*.

La grande artiste, qui a chaque soir un succès plus grand et qui est en ce moment l'étoile la plus recherchée dans tous les salons parisiens, chantera deux fois cette semaine.

A l'Odéon, jeudi (1 h. 1/2), matinée dramatique et musicale. *Strenuous*, poème dramatique en vers, en trois parties et sept tableaux, d'après le drame en prose de Jules Barbier, par M. Pierre Barbier. Musique de Meyerbeer, exécutée par l'orchestre Colonne.

Mlle Jeanne Leclerc, la charmante transfuge de l'Opéra-Comique, est en ce moment à Paris, retour de Monte-Carlo, où elle vient de créer, avec le succès que l'on sait, le rôle de Thyndaris dans *Messaline*.

Le service de presse de la 2^e représentation d'*Un Fil à la patte*, au Palais-Royal, sera reçu ce soir dimanche 2 avril.

Au Vaudeville: Hier soir, Mme Réjane, complètement épuisée, n'a pu jouer *Mme de La Fayette*. On a dû renvoyer une location considérable.

Par prudence et pour ne pas compromettre le succès de la pièce nouvelle de M. Emile Moreau, la direction a décidé de faire relâche ce soir et de supprimer la matinée de demain lundi.

Lundi soir, à huit heures et demie, pour les représentations de Mme Réjane: *Mme de La Fayette*.

Le service de seconde représentation sera reçu à une date qui sera fixée ultérieurement.

Nous apprenons avec plaisir que M. Célestin Bourdieu, le chef d'orchestre bien connu qui depuis huit saisons consécutives dirige avec succès la partie artistique du Casino de Cabourg, vient d'être nommé directeur général de cet important établissement.

Les artistes de l'Odéon qui avaient entrepris dans toute la France une tournée avec *Colombine* sont rentrés hier à Paris; ils se délassent, M. Daltour et M. Lherbay notamment, de l'accueil qu'ils ont reçu dans nos provinces.

Parlons la pièce a eu le plus grand succès.

Nous recevons la lettre suivante: Paris, 1^{er} avril 1899.

Mon cher confrère, Pour couper court à des on-dit parus dans différents journaux, veuillez-vous avoir l'obligeance d'annoncer que M. Tournier, directeur des théâtres municipaux de Lyon pour la saison prochaine, vient de m'offrir la direction artistique du théâtre des Célestins et que je l'ai acceptée.

Merci à l'avance et croyez-moi votre tout dévoué

André LÉNER.

De notre correspondant de Londres: « Le Lycéum annonce toujours pour le 15 avril la première du *Robespierre* de M. Sardon. L'inconvénient de cette date est que, très probablement, l'illustre auteur dramatique ne pourra assister à la représentation de son œuvre. M. Sardon, en effet, a déclaré qu'il lui serait guère possible de venir à Londres avant le 25. Peut-être la direction retardera-t-elle de quelques jours l'ouverture du Lycéum; mais il ne faut pas y compter, car à cette époque de l'année les solennités théâtrales se suivent de près et il est difficile de changer les dates annoncées. On espère aussi que M. Sardon pourra assister à son voyage, car ce serait un grand désappointement pour tout le monde, s'il n'assistait pas à la première de sa pièce. Ce que je puis promettre à l'auteur de *Robespierre*, c'est une ovation des plus flatteuses, qui lui fera oublier les fatigues du voyage.

« Un incident amusant s'est produit la semaine dernière au Princess Theatre de Londres. On y donnait *Woman and Wine* (la Femme et le Vin). Le rideau venait de tomber sur le dernier acte lorsqu'un clerc monta sur son siège, fit signe aux spectateurs de s'asseoir et, dans un discours bien senti, remercia la direction du théâtre du spectacle moralisateur auquel il venait d'assister; après avoir ajouté un petit sermon sur les tristes conséquences de l'ivrognerie, le clerc quitta la salle aux applaudissements des spectateurs qui l'avaient religieusement écouté.

« La direction de Princess Theatre, curieuse de savoir à qui elle devait cet éloges tribunaire, s'est enquis du nom de l'orateur et a appris que c'était un pasteur d'une petite bourgade du pays de Galles. »

Jules Huret.

SPECTACLES ET CONCERTS

Aujourd'hui dimanche et demain lundi de Pâques, la Loie Fuller dansera aux matinées réservées aux familles que donnent les Folies-Bergère.

Demain, au Jardin d'Acclimatation, concert à 3 heures, avec le programme suivant:

Œuvres de R. Wagner: 1. Marche de *Tannhäuser*. 2. Ouverture du *Vaisseau Fantôme*. 3. Prélude de *Lohengrin*. 4. Chant du concours des *Maîtres Chœurs*, chanté par M. Muratet, de l'Opéra; 5. *Chant d'audition*.

Œuvres de M. A. Lallouet: 1. Prélude du 1^{er} acte, orchestre; II. Acte 1^{er}, scènes IV et V; 2. Acte 2^e, scène I; 3. Acte 3^e, scène I; 4. Acte 4^e, scène I; 5. Acte 5^e, scène I; 6. Acte 6^e, scène I; 7. Acte 7^e, scène I; 8. Acte 8^e, scène I; 9. Acte 9^e, scène I; 10. Acte 10^e, scène I; 11. Acte 11^e, scène I; 12. Acte 12^e, scène I; 13. Acte 13^e, scène I; 14. Acte 14^e, scène I; 15. Acte 15^e, scène I; 16. Acte 16^e, scène I; 17. Acte 17^e, scène I; 18. Acte 18^e, scène I; 19. Acte 19^e, scène I; 20. Acte 20^e, scène I; 21. Acte 21^e, scène I; 22. Acte 22^e, scène I; 23. Acte 23^e, scène I; 24. Acte 24^e, scène I; 25. Acte 25^e, scène I; 26. Acte 26^e, scène I; 27. Acte 27^e, scène I; 28. Acte 28^e, scène I; 29. Acte 29^e, scène I; 30. Acte 30^e, scène I; 31. Acte 31^e, scène I; 32. Acte 32^e, scène I; 33. Acte 33^e, scène I; 34. Acte 34^e, scène I; 35. Acte 35^e, scène I; 36. Acte 36^e, scène I; 37. Acte 37^e, scène I; 38. Acte 38^e, scène I; 39. Acte 39^e, scène I; 40. Acte 40^e, scène I; 41. Acte 41^e, scène I; 42. Acte 42^e, scène I; 43. Acte 43^e, scène I; 44. Acte 44^e, scène I; 45. Acte 45^e, scène I; 46. Acte 46^e, scène I; 47. Acte 47^e, scène I; 48. Acte 48^e, scène I; 49. Acte 49^e, scène I; 50. Acte 50^e, scène I; 51. Acte 51^e, scène I; 52. Acte 52^e, scène I; 53. Acte 53^e, scène I; 54. Acte 54^e, scène I; 55. Acte 55^e, scène I; 56. Acte 56^e, scène I; 57. Acte 57^e, scène I; 58. Acte 58^e, scène I; 59. Acte 59^e, scène I; 60. Acte 60^e, scène I; 61. Acte 61^e, scène I; 62. Acte 62^e, scène I; 63. Acte 63^e, scène I; 64. Acte 64^e, scène I; 65. Acte 65^e, scène I; 66. Acte 66^e, scène I; 67. Acte 67^e, scène I; 68. Acte 68^e, scène I; 69. Acte 69^e, scène I; 70. Acte 70^e, scène I; 71. Acte 71^e, scène I; 72. Acte 72^e, scène I; 73. Acte 73^e, scène I; 74. Acte 74^e, scène I; 75. Acte 75^e, scène I; 76. Acte 76^e, scène I; 77. Acte 77^e, scène I; 78. Acte 78^e, scène I; 79. Acte 79^e, scène I; 80. Acte 80^e, scène I; 81. Acte 81^e, scène I; 82. Acte 82^e, scène I; 83. Acte 83^e, scène I; 84. Acte 84^e, scène I; 85. Acte 85^e, scène I; 86. Acte 86^e, scène I; 87. Acte 87^e, scène I; 88. Acte 88^e, scène I; 89. Acte 89^e, scène I; 90. Acte 90^e, scène I; 91. Acte 91^e, scène I; 92. Acte 92^e, scène I; 93. Acte 93^e, scène I; 94. Acte 94^e, scène I; 95. Acte 95^e, scène I; 96. Acte 96^e, scène I; 97. Acte 97^e, scène I; 98. Acte 98^e, scène I; 99. Acte 99^e, scène I; 100. Acte 100^e, scène I; 101. Acte 101^e, scène I; 102. Acte 102^e, scène I; 103. Acte 103^e, scène I; 104. Acte 104^e, scène I; 105. Acte 105^e, scène I; 106. Acte 106^e, scène I; 107. Acte 107^e, scène I; 108. Acte 108^e, scène I; 109. Acte 109^e, scène I; 110. Acte 110^e, scène I; 111. Acte 111^e, scène I; 112. Acte 112^e, scène I; 113. Acte 113^e, scène I; 114. Acte 114^e, scène I; 115. Acte 115^e, scène I; 116. Acte 116^e, scène I; 117. Acte 117^e, scène I; 118. Acte 118^e, scène I; 119. Acte 119^e, scène I; 120. Acte 120^e, scène I; 121. Acte 121^e, scène I; 122. Acte 122^e, scène I; 123. Acte 123^e, scène I; 124. Acte 124^e, scène I; 125. Acte 125^e, scène I; 126. Acte 126^e, scène I; 127. Acte 127^e, scène I; 128. Acte 128^e, scène I; 129. Acte 129^e, scène I; 130. Acte 130^e, scène I; 131. Acte 131^e, scène I; 132. Acte 132^e, scène I; 133. Acte 133^e, scène I; 134. Acte 134^e, scène I; 135. Acte 135^e, scène I; 136. Acte 136^e, scène I; 137. Acte 137^e, scène I; 138. Acte 138^e, scène I; 139. Acte 139^e, scène I; 140. Acte 140^e, scène I; 141. Acte 141^e, scène I; 142. Acte 142^e, scène I; 143. Acte 143^e, scène I; 144. Acte 144^e, scène I; 145. Acte 145^e, scène I; 146. Acte 146^e, scène I; 147. Acte 147^e, scène I; 148. Acte 148^e, scène I; 149. Acte 149^e, scène I; 150. Acte 150^e, scène I; 151. Acte 151^e, scène I; 152. Acte 152^e, scène I; 153. Acte 153^e, scène I; 154. Acte 154^e, scène I; 155. Acte 155^e, scène I; 156. Acte 156^e, scène I; 157. Acte 157^e, scène I; 158. Acte 158^e, scène I; 159. Acte 159^e, scène I; 160. Acte 160^e, scène I; 161. Acte 161^e, scène I; 162. Acte 162^e, scène I; 163. Acte 163^e, scène I; 164. Acte 164^e, scène I; 165. Acte 165^e, scène I; 166. Acte 166^e, scène I; 167. Acte 167^e, scène I; 168. Acte 168^e, scène I; 169. Acte 169^e, scène I; 170. Acte 170^e, scène I; 171. Acte 171^e, scène I; 172. Acte 172^e, scène I; 173. Acte 173^e, scène I; 174. Acte 174^e, scène I; 175. Acte 175^e, scène I; 176. Acte 176^e, scène I; 177. Acte 177^e, scène I; 178. Acte 178^e, scène I; 179. Acte 179^e, scène I; 180. Acte 180^e, scène I; 181. Acte 181^e, scène I; 182. Acte 182^e, scène I; 183. Acte 183^e, scène I; 184. Acte 184^e, scène I; 185. Acte 185^e, scène I; 186. Acte 186^e, scène I; 187. Acte 187^e, scène I; 188. Acte 188^e, scène I; 189. Acte 189^e, scène I; 190. Acte 190^e, scène I; 191. Acte 191^e, scène I; 192. Acte 192^e, scène I; 193. Acte 193^e, scène I; 194. Acte 194^e, scène I; 195. Acte 195^e, scène I; 196. Acte 196^e, scène I; 197. Acte 197^e, scène I; 198. Acte 198^e, scène I; 199. Acte 199^e, scène I; 200. Acte 200^e, scène I; 201. Acte 201^e, scène I; 202. Acte 202^e, scène I; 203. Acte 203^e, scène I; 204. Acte 204^e, scène I; 205. Acte 205^e, scène I; 206. Acte 206^e, scène I; 207. Acte 207^e, scène I; 208. Acte 208^e, scène I; 209. Acte 209^e, scène I; 210. Acte 210^e, scène I; 211. Acte 211^e, scène I; 212. Acte 212^e, scène I; 213. Acte 213^e, scène I; 214. Acte 214^e, scène I; 215. Acte 215^e, scène I; 216. Acte 216^e, scène I; 217. Acte 217^e, scène I; 218. Acte 218^e, scène I; 219. Acte 219^e, scène I; 220. Acte 220^e, scène I; 221. Acte 221^e, scène I; 222. Acte 222^e, scène I; 223. Acte 223^e, scène I; 224. Acte 224^e, scène I; 225. Acte 225^e, scène I; 226. Acte 226^e, scène I; 227. Acte 227^e, scène I; 228. Acte 228^e, scène I; 229. Acte 229^e, scène I; 230. Acte 230^e, scène I; 231. Acte 231^e, scène I; 232. Acte 232^e, scène I; 233. Acte 233^e, scène I; 234. Acte 234^e, scène I; 235. Acte 235^e, scène I; 236. Acte 236^e, scène I; 237. Acte 237^e, scène I; 238. Acte 238^e, scène I; 239. Acte 239^e, scène I; 240. Acte 240^e, scène I; 241. Acte 241^e, scène I; 242. Acte 242^e, scène I; 243. Acte 243^e, scène I; 244. Acte 244^e, scène I; 245. Acte 245^e, scène I; 246. Acte 246^e, scène I; 247. Acte 247^e, scène I; 248. Acte 248^e, scène I; 249. Acte 249^e, scène I; 250. Acte 250^e, scène I; 251. Acte 251^e, scène I; 252. Acte 252^e, scène I; 253. Acte 253^e, scène I; 254. Acte 254^e, scène I; 255. Acte 255^e, scène I; 256. Acte 256^e, scène I; 257. Acte 257^e, scène I; 258. Acte 258^e, scène I; 259. Acte 259^e, scène I; 260. Acte 260^e, scène I; 261. Acte 261^e, scène I; 262. Acte 262^e, scène I; 263. Acte 263^e, scène I; 264. Acte 264^e, scène I; 265. Acte 265^e, scène I; 266. Acte 266^e, scène I; 267. Acte 267^e, scène I; 268. Acte 268^e, scène I; 269. Acte 269^e, scène I; 270. Acte 270^e, scène I; 271. Acte 271^e, scène I; 272. Acte 272^e, scène I; 273. Acte 273^e, scène I; 274. Acte 274^e, scène I; 275. Acte 275^e, scène I; 276. Acte 276^e, scène I; 277. Acte 277^e, scène I; 278. Acte 278^e, scène I; 279. Acte 279^e, scène I; 280. Acte 280^e, scène I; 281. Acte 281^e, scène I; 282. Acte 282^e, scène I; 283. Acte 283^e, scène I; 284. Acte 284^e, scène I; 285. Acte 285^e, scène I; 286. Acte 286^e, scène I; 287. Acte 287^e, scène I; 288. Acte 288^e, scène I; 289. Acte 289^e, scène I; 290. Acte 290^e, scène I; 291. Acte 291^e, scène I; 292. Acte 292^e, scène I; 293. Acte 293^e, scène I; 294. Acte 294^e, scène I; 295. Acte 295^e, scène I; 296. Acte 296^e, scène I; 297. Acte 297^e, scène I; 298. Acte 298^e, scène I; 299. Acte 299^e, scène I; 300. Acte 300^e, scène I; 301. Acte 301^e, scène I; 302. Acte 302^e, scène I; 303. Acte 303^e, scène I; 304. Acte 304^e, scène I; 305. Acte 305^e, scène I; 306. Acte 306^e, scène I; 307. Acte 307^e, scène I; 308. Acte 308^e, scène I; 309. Acte 309^e, scène I; 310. Acte 310^e, scène I; 311. Acte 311^e, scène I; 312. Acte 312^e, scène I; 313. Acte 313^e, scène I; 314. Acte 314^e, scène I; 315. Acte 315^e, scène I; 316. Acte 316^e, scène I; 317. Acte 317^e, scène I; 318. Acte 318^e, scène I; 319. Acte 319^e, scène I; 320. Acte 320^e, scène I; 321. Acte 321^e, scène I; 322. Acte 322^e, scène I; 323. Acte 323^e, scène I; 324. Acte 324^e, scène I; 325. Acte 325^e, scène I; 326. Acte 326^e, scène I; 327. Acte 327^e, scène I; 328. Acte 328^e, scène I; 329. Acte 329^e, scène I; 330. Acte 330^e, scène I; 331. Acte 331^e, scène I; 332. Acte 332^e, scène I; 333. Acte 333^e, scène I; 334. Acte 334^e, scène I; 335. Acte 335^e, scène I; 336. Acte 336^e, scène I; 337. Acte 337^e, scène I; 338. Acte 338^e, scène I; 339. Acte 339^e, scène I; 340. Acte 340^e, scène I; 341. Acte 341^e, scène I; 342. Acte 342^e, scène I; 343. Acte 343^e, scène I; 344. Acte 344^e, scène I; 345. Acte 345^e, scène I; 346. Acte 346^e, scène I; 347. Acte 347^e, scène I; 348. Acte 348^e, scène I; 349. Acte 349^e, scène I; 350. Acte 350^e, scène I; 351. Acte 351^e, scène I; 352. Acte 352^e, scène I; 353. Acte 353^e, scène I; 354. Acte 354^e, scène I; 355. Acte 355^e, scène I; 356. Acte 356^e, scène I; 357. Acte 357^e, scène I; 358. Acte 358^e, scène I; 359. Acte 359^e, scène I; 360. Acte 360^e, scène I; 361. Acte 361^e, scène I; 362. Acte 362^e, scène I; 363. Acte 363^e, scène I; 364. Acte 364^e, scène I; 365. Acte 365^e, scène I; 366. Acte 366^e, scène I; 367. Acte 367^e, scène I; 368. Acte 368^e, scène I; 369. Acte 369^e, scène I; 370. Acte 370^e, scène I; 371. Acte 371^e, scène I; 372. Acte 372^e, scène I; 373. Acte 373^e, scène I; 374. Acte 374^e, scène I; 375. Acte 375^e, scène I; 376. Acte 376^e, scène I; 377. Acte 377^e, scène I; 378. Acte 378^e, scène I; 379. Acte 379^e, scène I; 380. Acte 380^e, scène I; 381. Acte 381^e, scène I; 382. Acte 382^e, scène I; 383. Acte 383^e, scène I; 384. Acte 384^e, scène I; 385. Acte 385^e, scène I; 386. Acte 386^e, scène I; 387. Acte 387^e, scène I; 388. Acte 388^e, scène I; 389. Acte 389^e, scène I; 390. Acte 390^e, scène I; 391. Acte 391^e, scène I; 392. Acte 392^e, scène I; 393. Acte 393^e, scène I; 394. Acte 394^e, scène I; 395. Acte 395^e, scène I; 396. Acte 396^e, scène I; 397. Acte 397^e, scène I; 398. Acte 398^e, scène I; 399. Acte 399^e, scène I; 400. Acte 400^e, scène I; 401. Acte 401^e, scène I; 402. Acte 402^e, scène I; 403. Acte 403^e, scène I; 404. Acte 404^e, scène I; 405. Acte 405^e, scène I; 406. Acte 406^e, scène I; 407. Acte 407^e, scène I; 408. Acte 408^e, scène I; 409. Acte 409^e, scène I; 410. Acte 410^e, scène I; 411. Acte 411^e, scène I; 412. Acte 412^e, scène I; 413. Acte 413^e, scène I; 414. Acte 414^e, scène I; 415. Acte 415^e, scène I; 416. Acte 416^e, scène I; 417. Acte 417^e, scène I; 418. Acte 418^e, scène I; 419. Acte 419^e, scène I; 420. Acte 420^e, scène I; 421. Acte 421^e, scène I; 422. Acte 422^e, scène I; 423. Acte 423^e, scène I; 424. Acte 424^e, scène I; 425. Acte 425^e, scène I; 426. Acte 426^e, scène I; 427. Acte 427^e, scène I; 428. Acte 428^e, scène I; 429. Acte 429^e, scène I; 430. Acte 430^e, scène I; 431. Acte 431^e, scène I; 432. Acte 432^e, scène I; 433. Acte 433^e, scène I; 434. Acte 434^e, scène I; 435. Acte 435^e, scène I; 436. Acte 436^e, scène I; 437. Acte 437^e, scène I; 438. Acte 438^e, scène I; 439. Acte 439^e, scène I; 440. Acte 440^e, scène I; 441. Acte 441^e, scène I; 442. Acte 442^e, scène I; 443. Acte 443^e, scène I; 444. Acte 444^e, scène I; 445. Acte 445^e, scène I; 446. Acte 446^e, scène I; 447. Acte 447^e, scène I; 448. Acte 448^e, scène I; 449. Acte 449^e, scène I; 450. Acte 450^e, scène I; 451. Acte 451^e, scène I; 452. Acte 452^e, scène I; 453. Acte 453^e, scène I; 454. Acte 454^e, scène I; 455. Acte 455^e, scène I; 456. Acte 456^e, scène I; 457. Acte 457^e, scène I; 458. Acte 458^e, scène I; 459. Acte 459^e, scène I; 460. Acte 460^e, scène I; 461. Acte 461^e, scène I; 462. Acte 462^e, scène I; 463. Acte 463^e, scène I; 464. Acte 464^e, scène I; 465. Acte 465^e, scène I; 466. Acte 466^e, scène I; 467. Acte 467^e, scène I; 468. Acte 468^e, scène I; 469. Acte 469^e, scène I; 470. Acte 470^e, scène I; 471. Acte 471^e, scène I; 472. Acte 472^e, scène I; 473. Acte 473^e, scène I; 474. Acte 474^e, scène I; 475. Acte 475^e, scène I; 476. Acte 476^e, scène I; 477. Acte 477^e, scène I; 478. Acte 478^e, scène I; 479. Acte 479^e, scène I; 480. Acte 480^e, scène I; 481. Acte 481^e, scène I; 482. Acte 482^e, scène I; 483. Acte 483^e, scène I; 484. Acte 484^e, scène I; 485. Acte 485^e, scène I; 486. Acte 486^e, scène I; 487. Acte 487^e, scène I; 488. Acte 488^e, scène I; 489. Acte 489^e, scène I; 490. Acte 490^e, scène I; 491. Acte 491^e, scène I; 492. Acte 492^e, scène I; 493. Acte 493^e, scène I; 494. Acte 494^e, scène I; 495. Acte 495^e, scène I; 496. Acte 496^e, scène I; 497. Acte 497^e, scène I; 498. Acte 498^e, scène I; 499. Acte 499^e, scène I; 500. Acte 500^e, scène I; 501. Acte 501^e, scène I; 502. Acte 502^e, scène I; 503. Acte 503^e, scène I; 504. Acte 504^e, scène I; 505. Acte 505^e, scène I; 506. Acte 506^e, scène I; 507. Acte 507^e, scène I; 508. Acte 508^e, scène I; 509. Acte 509^e, scène I; 510. Acte 510^e, scène I; 511. Acte 511^e, scène I; 512. Acte 51

ASTHME, CATARRHE PAPIER FRUNEAU 45 ans de succès
La plus Haute récompense : Exposition 1889. E. FRUNEAU Nantes.

COSTUMES ET ÉQUIPEMENT

Industrie, Fonds de Commerce
Céd. ap. fortune fonds de GLACES MIROITERIE
biseautage et polissage DORURE
ffs 175,000f, bénéf. net 35,000f, Matériel importé
à débattre. DEFAUCAMBERGE et C^{ie}, 82, r. Hauteville

V. JULES-JANIN, 22. 4 chamb. à couch., toil.
moderne, bain, calor. 1^{er} et 2^e étage. 3,300 fr.

V. NIEL, 9, VASTES LOCAUX, habitat^{on}, écur.
boxes, manège, bon pour commerce et industrie
en dem. à louer de suite bureau meub. composé de
p^{ces} (centre Paris). Ec. G. A. W., p. r^{te}, 35, Lafayette

Paris. — D. CASSIGNEUL, imprimeur, 26, rue Drouot
(Imprimerie du *Figaro*). — Encre LORILLEUX.
Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages
de MARINONI.



COSTUMES ET ÉQUIPEMENT DE SPORT
VELO — AUTOMOBILE — ÉQUITATION
CHASSE, etc.

**Costumes Tailleur
POUR DAMES**

H. FRAENKEL
28, rue du 4-Septembre
(Au coin de la rue Louis-le-Grand)

SUCCURSALES :
50, Avenue de la Grande-Armée
28, Boulevard Poissonnière

CRÉATIONS DE LA MAISON
Jupe mi-divisée. — Jupe se transformant
en culotte. — Jupe avec culotte à
pont. — Jupe-Culotte pour Dames. —
Pantalon-Culotte pour Messieurs.

SPECIALITÉS
Costumes en peau souple pour Dames et
Messieurs. — Pélerines imperméables
non caoutchoutées, poids 215 grammes.

Envoi franco du Catalogue illustré

EVIAN SOURCE CACHAT
EAU DE TABLE LA PLUS PARFAITE
VOIES URINAIRES — GRAVELLE — GOUTTE — FOIE — ESTOMAC
48, Boulevard Poissonnière, PARIS

Cigarettes Indiennes de GRIMAULT & C^{ie}

Remède le plus efficace connu, contre
l'ASTHME, l'OPPRESSION, l'INSOMNIE, le CATARRHE et pour faciliter l'EXPECTORATION.
PRIX : 2 f. Pharmacie VIAL, 1 rue Bordalone, PARIS. PRIX : 2 f.

AUCUNE SUCCURSALE, ni à PARIS, ni en PROVINCE
17 et 19, Rue Drouot et 15 et 17, rue de Provence (angle des deux rues) PARIS

PHARMACIE NORMALE
La plus grande et la plus importante du monde. Fournisseur de l'Etat, de la Ville de Paris et de plusieurs grandes administrations. Fondée en 1855.

PHARMACIE NORMALE
Maison absolument de confiance, délivre toujours des produits de premier choix, de première fraîcheur et possédant leur maximum d'action.

PHARMACIE NORMALE
Prépare tous ses médicaments dans son laboratoire même d'après les formules du Codex et avec tous les soins voulus

PHARMACIE NORMALE
Se contente d'un bénéfice modéré sur tous ses produits et n'a pas d'article de réclame pour attirer le public.

PHARMACIE NORMALE
Laboratoire modèle d'analyses médicales et d'essai des médicaments.
Bien spécifier le nom **NORMALE**.

PHARMACIES DE FAMILLE, DE POCHÉ, DE VOYAGE, &
Livres dans tout Paris par garçons et voitures. — Catalogue illustré franco.

EAU DE COLOGNE
D'ATKINSON
absolument la Meilleure fabriquée
PLUS ODORIFÉRANTE, PLUS DURABLE
ET BEAUCOUP PLUS RAFFAÏCHISSANTE
QUE TOUTES AUTRES
Se Servir de celle d'ATKINSON seulement.
Ches CH. FAY, 9, Rue de la Paix et tous Parfumeurs.
J. & E. ATKINSON, Limited, 24, Old Bond Street, LONDRES
Inventeurs du célèbre Parfum "WHITE ROSE"
"Un Parfum Exquis". S. A. R. la Duchesse d'York.
BUREAU d'ÉCHANTILLONS pour le GROS: 17, Rue d'Engleterre

Rien ne vaut
la Benzine Collas
Pour enlever les Taches.

GUERISON Malad. Secrét. Consult. 27 Midi 42h selon
sur Acc. Instit. **EMANUEL** 25 Ans 10

[illegible]